



ABDELHAFID MILAT, COORDINATEUR DU CNES :

**« ON ASSISTE POUR
LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS
L'INDÉPENDANCE À
UNE RENTRÉE UNIVERSITAIRE
SANS PAPIER »**

Lire en page 5



LA COMMISSION
DE DISCIPLINE DISQUALIFIE
QUATRE DIRIGEANTS DU PARTI

**MICMACS
AU FLN**

Lire en page 5

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023 // N°645 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

IL PROMET D'ŒUVRER DE
MANIÈRE CONSTRUCTIVE
POUR RÉGLER LES
PROBLÈMES DU SECTEUR
**MOHAMED
LAAGAB PREND
LE TAUREAU PAR
LES CORNES** Lire en page 4



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA
COMMUNICATION AU MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
L'ÉVOQUE :
**CRÉATION
DU GPRA : UN
ÉVÈNEMENT PHARE,
UNE NOUVELLE
ÉTAPE DE LA
RÉVOLUTION** Lire en page 4



EN VUE DE METTRE
EN PRODUCTION
ONZE NOUVEAUX PUIITS
**SONATRACH
SIGNE UN
CONTRAT DE
8 MILLIARDS
DE DINARS** Lire en page 6



ABDELMADJID TEBBOUNE PREND LA PAROLE À LA TRIBUNE DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES :

**«L'ALGÉRIE A DE TOUT TEMPS
APPUYÉ LE RÈGLEMENT
DES CONFLITS PAR LA VOIE
DU DIALOGUE PACIFIQUE»**



ELLE A ÉTÉ EXAMINÉE HIER LORS D'UNE RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**LA DÉCLARATION
DE POLITIQUE GÉNÉRALE
PRÉSENTÉE PROCHAINEMENT À L'APN**

Lire en page 16



GOOGLE VA SUPPRIMER CERTAINS COMPTES GMAIL
DANS TROIS MOIS :
ÊTES-VOUS CONCERNÉ ?

Google a annoncé la suppression de certains comptes Gmail à partir du 1^{er} décembre. Cette décision a soulevé des inquiétudes parmi les utilisateurs qui se demandent si la suppression sera irréversible et entraînera la perte définitive de données liées au compte. Si un compte principal est activement utilisé, il n'est donc pas sur la liste des comptes Gmail à supprimer. Google cible en premier lieu les comptes inactifs. En d'autres termes, ceux qui utilisent régulièrement leur compte Gmail n'ont aucune raison de s'inquiéter. En revanche, les comptes secondaires, qui ne sont pas fréquemment utilisés, sont dans le viseur de Google. Ces comptes Gmail sont généralement à usage limité et sont souvent utilisés pour stocker des données ou s'inscrire à des newsletters. Heu-



reusement, Google ne supprimera pas les comptes sans préavis. Le processus commencera avec les comptes jamais utilisés, puis passera aux autres comptes inactifs. Si vous souhaitez conserver un compte que vous n'utilisez que rarement, il y a des mesures que vous pouvez prendre pour le

protéger. Une fois le compte supprimé, il sera impossible de le récupérer. Le moyen le plus simple pour ne pas être ciblé par Google est de se connecter au compte Gmail au moins une fois tous les deux ans. En vous connectant, vous indiquez à Google que le compte est toujours en usage.

LA RUSSIE DESSINE LES NOUVELLES ROUTES DU BLÉ

Récoltes exceptionnelles, prix agressifs : la Russie, premier exportateur mondial de blé, conforte sa position dominante en mer Noire et tend à redessiner les routes de la céréale. "La Russie seule assure un quart des exportations mondiales de blé, et détient un stock conséquent", relève Sébastien Abis, auteur de "Géopolitique du blé" et chercheur associé à l'Institut français de relations internationales et stratégiques (Iris). La guerre en Ukraine a ouvert de nouvelles voies, comme les routes fluviales du Danube. Celles-ci permettent à Kiev de continuer à exporter des grains en dépit de la fin mi-juillet de l'accord céréalier de la mer Noire, que la Turquie cherche toujours à relancer : elle prépare "un nouvel ensemble de propositions en consultation avec l'ONU", a encore dit lundi son président Recep Tayyip Erdogan après une rencontre avec Vladimir Poutine. Les voies fluviales restent "fragiles", réguliè-

rement bombardées. Le corridor maritime "a permis de sortir près de 33 millions de tonnes de produits agricoles du pays" en un an, mais "n'a pas aidé l'Ukraine à rebondir en termes de production agricole, en raison de la guerre elle-même" qui a amputé d'un quart ses terres arables, rappelle l'économiste Joseph Glauber, chercheur à l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) à Washington. En 2023-24, les prévisions de consommation sont supérieures de 20 millions de tonnes à celles de la production mondiale de blé, qui s'annonce moins abondante que l'année précédente, notamment du fait d'aléas climatiques au Canada et en Australie. Dans ce contexte, "le monde espère que 45 millions de tonnes de blé russe vont arriver sur le marché", souligne David Laborde, directeur de la division Economie de l'agroalimentaire de l'Organisation onusienne pour l'agriculture et

l'alimentation (FAO). Cette domination russe a une histoire: "Il y a 55 ans la moitié du blé exporté dans le monde venait des Etats-Unis. Au cours des cinquante dernières années, on a vu une diversification du marché mondial", rappelle-t-il. L'hégémonie américaine a été progressivement remise en question "par les exportations d'Europe de l'Ouest - qui se relevait de la Deuxième Guerre mondiale - puis par des pays comme l'Argentine et l'Australie et, à partir des années 2000, par l'émergence du pôle de la mer Noire", poursuit-il. Alors que la Russie était importatrice nette de blé il y a 25 ans, après l'effondrement du bloc soviétique, elle s'est hissée en 2016 au premier rang des exportateurs. Le secteur agricole est devenu le 3^e poste commercial du pays, derrière l'énergie et les métaux/minerais, mais devant l'armement : "La Russie a réarmé son agriculture", résume Sébastien Abis.

MOUVEMENT PARTIEL DANS LES RANGS
DE LA PROTECTION CIVILE



Le Ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Urbanisme, sur proposition du directeur général de la Protection civile, vient

de procéder à un mouvement partiel dans les rangs des directeurs de la Protection Civile dans 24 wilayas. La télévision publique a

rapporté hier que huit officiers de haut rang ont été promus au poste de directeur et que seize directeurs ont été transférés.

COVID-19

UN GÉNÉRALISTE SUSPENDU DEUX SEMAINES APRÈS AVOIR
CONSULTÉ LE PASSÉ VACCINAL D'EMMANUEL MACRON

Lors de son audience, le 16 juin dernier, le Dr Rochoy avait plaidé la bonne foi. Il ne fera pas appel de la décision. Une suspension de deux semaines. Le Dr Michaël Rochoy, médecin généraliste à Outreau (Pas-de-Calais), a été sanctionné lundi 18 septembre de quinze jours d'interdiction d'exercice par la chambre disciplinaire du conseil de l'Ordre des médecins des Hauts-de-France pour «manquements aux obligations déontologiques», selon une information du site spécialisé Egora. À l'été 2021, le médecin avait consulté à deux reprises le



dossier vaccinal d'Emmanuel Macron. Lors de l'audience, qui s'est tenue à Lille le 16 juin dernier, le généraliste avait plaidé la bonne foi. Celui-ci avait expliqué avoir repéré des failles de sécurité sur le SI-VAC (une plateforme numérique permettant l'enregistrement et le suivi de la vaccination) lors d'une

consultation avec un patient et a donc consulté le dossier vaccinal d'Emmanuel Macron pour faire «une preuve de concept». Une fois sur le passe du chef de l'État, le médecin s'était rendu compte que la date de première injection qui avait été rendue publique n'était pas celle inscrite sur la plateforme, rapporte Egora.

LES INSCRIPTIONS
À L'EXAMEN
DU BACCALAURÉAT
DÉBUTERONT
AU MOIS
DE NOVEMBRE

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a fait savoir hier, que les inscriptions à l'examen du Baccalauréat (session 2024) débuteront au mois de novembre prochain. Dans une déclaration à la télévision publique, il a rappelé que ces inscriptions se feront sur la plateforme de l'Office nationale des examens et des concours ONEC. Le ministre a souligné par ailleurs que tous les candidats, notamment ceux de la filière des arts, sont concernés par cette démarche.

DES DÉBRIS DE L'AVION F-35 DISPARU
AUX ÉTATS-UNIS RETROUVÉS

Après que le pilote s'est éjecté dimanche au-dessus de la Caroline du Nord, les autorités avaient demandé aux habitants de la région de les aider à localiser l'épave. L'armée américaine a annoncé ce lundi 18 septembre avoir retrouvé les débris d'un avion de combat furtif F-35 recherché depuis environ 24 heures sur la côte est du pays, le pilote s'étant éjecté dimanche après-midi pour une raison encore inconnue. Les militaires, «en coordination étroite avec les autorités

locales, ont découvert un champ de débris dans le comté de Williamsburg», en Caroline du Sud, a écrit sur X la base militaire Joint Base Charleston. La découverte de cet appareil militaire de pointe - quelque 80 millions de dollars pièce (75 millions d'euros) - met fin aux recherches tous azimuts menées par les autorités américaines depuis dimanche après-midi. Elles avaient appelé les habitants de la région à les aider à localiser la précieuse épave, provoquant nombre de moqueries sur internet.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«**POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:**
**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**
Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

ABDELMADJID TEBBOUNE PREND LA PAROLE À LA TRIBUNE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES :

«L'Algérie a de tout temps appuyé le règlement des conflits par la voie du dialogue pacifique»

L'Algérie dont la lutte contre le terrorisme a été menée en diapason avec le Plan d'action adopté dans le cadre de la Résolution du 8 septembre 2006 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, peut faire profiter les autres pays de sa longue expérience dans ce domaine.

Dans son discours prononcé hier devant la 78e assemblée générale de l'ONU, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé la communauté internationale à prendre ses responsabilités par rapport aux questions Palestinienne et sahraouie. La communauté internationale doit assumer ses responsabilités pour permettre à la Palestine, conformément aux frontières de 1967, de recouvrer ses droits légitimes pour établir un Etat palestinien indépendant avec El-Qods comme capitale, a-t-il déclaré. Rappelant la situation du Sahara Occidental considéré par l'ONU comme un territoire non autonome, et de son peuple qui subit depuis des années des violations graves de ses libertés fondamentales, le Président Tebboune a rappelé la position de principe de l'Algérie en faveur du droit inaliénable et imprescriptible du peuple sahraoui. Parlant du Sahel, du Niger et des

derniers développements ayant marqué la région, Tebboune a insisté sur la nécessité de privilégier la voie du dialogue dans la résolution des conflits. Le langage des armes doit cesser pour céder la place à la diplomatie et à la négociation. Toute intervention militaire étrangère au Niger ne fera qu'empirer la situation, a-t-il dit en substance. Concernant la lutte contre le terrorisme au niveau continental, le président de la république que la priorité sera accordé dans ce cadre à la stratégie africaine commune. L'Algérie dont la lutte contre le terrorisme a été menée en diapason avec le Plan d'action adopté dans le cadre de la Résolution du 8 septembre 2006 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, peut faire profiter les autres pays de sa longue expérience dans ce domaine. Pointant du doigt les relations conflictuelles qui dominent actuellement la gestion mondiale, le président Tebboune a appelé à un monde multipolaire s'appuyant sur le droit international pour assurer une prospérité, une paix et une sécurité équitables pour tous. Tout en remerciant tous les pays qui ont élu l'Algérie comme membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2024-2025, le président Tebboune affirme que l'Algérie mettra à profit son expérience, pour apporter sa contribution à cette œuvre de renouveau mondial pour plus de paix et de sécurité. Dans son discours, le chef de l'Etat a rappelé que l'Algérie œuvre depuis cinquante ans à instaurer l'égalité et l'équité dans



le monde et qu'elle a toujours appelé à un nouvel ordre mondial fondé sur l'égalité. Abdelmadjid Tebboune a également souligné que l'Algérie a de tout temps soutenu les causes justes dans le monde, et appuyé le règlement des conflits par la voix du dialogue pacifique. Evidemment, le respect du droit international et de ses principes est le seul moyen de régler les conflits internationaux et d'éliminer les foyers de tension. Par ailleurs, le président de la république a appelé à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire de l'ONU en vue de conférer à la Palestine le statut d'Etat membre à part entière des Nations unies. Tebboune a en outre exhorté le Conseil de sécurité à œuvrer à faire aboutir la solution de deux Etats, une option soutenue par de nombreux pays. Le chef de l'Etat a également mis en garde contre la multiplication des conflits dans le monde qui ont atteint un niveau sans précédent. Les relations internationales sont passées de relations de coopération et de consensus à des conflits et des affrontements, a expliqué le président de la république. Tebboune a déploré l'affaiblissement du rôle du Conseil de sécurité de l'ONU face aux conflits et aux crises, notamment le maintien de la paix

Youcef S et Boualem b

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU S'OUVRE DANS UN CONTEXTE DE TENSIONS GÉOPOLITIQUES EXACERBÉES

Les dirigeants mondiaux se réunissent à New York pour participer à l'Assemblée générale des Nations unies, dans un contexte de tensions géopolitiques exacerbées. De nombreuses réunions de haut niveau porteront sur les priorités des pays en voie de développement en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Cette année, les pays émergents ont dicté le programme, a déclaré Richard Gowan, directeur Onu du cercle de réflexion International Crisis Group. «Les pays non occidentaux ont su avantageusement utiliser ce moment», a-t-il dit. "Je pense qu'ils ont tiré avantage du fait que les Etats-Unis, d'un côté, et la Russie, de l'autre, cherchent à s'assurer leur soutien." La Chine a accordé au cours des dix dernières années des centaines de milliards de dollars de prêts dédiés à la construction des infrastructures nécessaires aux "Nouvelles Routes de la soie", le vaste réseau de partenariats économiques noués par Pékin à travers le monde. Les Etats-Unis et leurs alliés ont récemment tenté de parer à l'influence croissante de la Chine en promettant des aides en matière de développement et de climat. L'ambassadrice américaine à l'Onu, Linda Thomas-Greenfield, a estimé que l'Assemblée générale des Nations unies représentait une chance pour les petits pays de "présenter leurs priorités" et qu'elle ne considérerait pas la réunion comme "une compétition entre grandes puissances". Son homologue chinois, Zhang Jun, a déclaré à Reuters que Pékin n'avait "aucune intention de rivaliser avec quiconque" et que la Chine "(souhaitait) faire plus pour les pays en développement". L'ambassadeur de Russie à l'Onu, Vassily Nebenzia, a indiqué à Reuters que Moscou ne "cherchait à ensorceler personne". "Nous ne conditionnerons jamais notre amitié (en demandant à qui que ce soit) de rentrer dans le rang et de faire ce que nous voulons, contrairement à certains de nos collègues", a-t-il dit.

Y.S.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE S'ENTRETIENT À NEW YORK AVEC SON HOMOLOGUE TURC

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu, hier matin, au siège de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York (Etats-Unis), avec son homologue turc, M. Recep Tayyip Erdogan. La rencontre s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, et du représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies à New York, Amar Bendjama, ainsi que leurs homologues turcs.

R.N.

SAIHI À L'ONU : « L'ALGÉRIE A RÉALISÉ DES PROGRÈS IMPORTANTS »

Prenant part aux travaux du forum sur le développement durable tenu au siège de l'ONU à New York aux Etats-Unis, le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a dévoilé les grandes réalisations de l'Algérie dans les domaines de la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur et le progrès social. « L'Algérie a réalisé des progrès importants dans le cadre du plan de développement durable des Nations unies. Cette rencontre a constitué une occasion pour mettre en exergue les réalisations de l'Algérie dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enseignement et de la promotion sociale. Le plan d'action du gouvernement et les acquis obtenus dans divers secteurs dans notre pays sont conformes aux objectifs du développement durable des Nations unies », a déclaré M. Saihi. La 78e Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte hier à New York. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prendra part à ces travaux aux côtés de 140 dirigeants du monde.

Y. B.

78e Assemblée générale de l'ONU : des absents et des interrogations

Le coup d'envoi de la « semaine de haut niveau » de l'Assemblée générale des Nations unies donné hier à New York, s'est déroulé sans la présence de quatre dirigeants des cinq grands pays membres permanents du Conseil de sécurité. Hormis Joe Biden, le président des États-Unis, qui a marqué sa présence à cette assemblée annuelle de l'ONU, les présidents chinois, russe, français et le Premier ministre britannique ont manqué au rendez-vous. Que cache cette « école buissonnière » de ces grands membres du Conseil de sécurité alors que de nombreux sujets sensibles, à l'exemple de la multiplication des conflits, la crise mondiale du coût de la vie, l'aggravation des inégalités et l'urgence climatique... imposent la mobilisation, l'implication et l'engagement de tous les dirigeants du monde ! Rien que sur le plan symbolique, l'absence de quatre dirigeants sur cinq, des pays qui disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, suscite

moult interrogations. L'ONU, née en avril 1945 aux Etats-Unis, soumise aux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, est-elle en train de prendre l'eau ? De perdre de son influence ? De se muer ? Les multiples appels à sa réforme et à la refonte du Conseil de sécurité montrent que cette organisation entre les mains d'une poignée de pays est en train de s'essouffler. La politicienne suisse Nathalie Yamb, persona non grata, notamment aux Etats-Unis et en France, a même appelé les pays africains à quitter cette organisation si l'on ne supprime pas le statut de membre permanent avec droit de veto au Conseil de sécurité et si l'on n'accorde pas, sur un pied d'égalité, une voix pour chaque pays membre. Et ce ne sont pas les arguments qui manquent pour justifier ces réformes réclamées par de nombreux pays. Le seul fait que la population musulmane mondiale, estimée à plus de 1,5 milliard, et le continent africain avec ses 1,2 mil-

liard d'habitants ne soient pas représentés parmi les membres permanents du Conseil de sécurité suffit à comprendre les inégalités flagrantes au sein de cette organisation censée, comme le souligne son secrétaire général, Antonio Guterres, réparer des injustices historiques, panser les divisions mondiales et mettre le monde sur la voie d'une paix durable. Et ce ne sont pas seulement ces appels récurrents à sa réforme qui expliquent le malaise onusien ; les divisions et les grandes divergences sur un très grand nombre de questions géopolitiques et même sur la lutte contre le dérèglement climatique montrent également la fragilité de cette organisation contrôlée jusque-là par une poignée de pays. En tout cas, il existe une multitude de raisons qui plaident amplement pour la réforme de l'ONU pour la mettre réellement au service de la paix, de la sécurité et du développement universels.

Boualem B.

IL PROMET D'ŒUVRER DE MANIÈRE CONSTRUCTIVE POUR RÉGLER LES PROBLÈMES DU SECTEUR

Mohamed Laagab prend le taureau par les cornes

Sur Internet, la gratuité de l'information (sur beaucoup de supports) est souvent un modèle économique viable. Le journalisme en ligne tend ainsi à devenir de plus en plus un secteur important des médias. Internet a donné lieu à une nouvelle réalité où la presse écrite a perdu beaucoup de terrain face à la concurrence créée par l'accessibilité et la gratuité de l'information.

Le nouveau ministre de la Communication, Mohamed Laagab, affiche une volonté marquée de réorganiser et de promouvoir le secteur de la presse.

La méthode de travail qu'il a adoptée consiste à mettre à plat toutes les difficultés du secteur et à proposer des solutions, en y associant les acteurs concernés et toutes les parties prenantes. Mohamed Laagab a organisé dans cet esprit des discussions franches et inclusives. Il a reçu tour à tour les directeurs généraux des institutions médiatiques sous tutelle, les directeurs des chaînes de télévision privées, les directeurs et responsables des sites électroniques, les syndicats, et les éditeurs de journaux privés. Docteur d'Etat en sciences de la communication, Laagab a également exercé le métier de journaliste. Il associe ainsi des connaissances théoriques et pratiques.

De fait, il parle le même langage que les professionnels du secteur. Le nouveau ministre a fait un diagnostic exhaustif de la presse et les a invités à l'aider à régler les problèmes. Le ministre affirme que l'Etat est mû par une intention sincère de mettre le secteur sur les rails, à travers le parachèvement des lois et l'installation des organes nécessaires à son fonctionnement, à l'instar de l'Autorité de régulation de la presse écrite, et le Conseil de déontologie. Pour Mohamed Laagab, beaucoup de

problèmes pourront être résolus dans le cadre de ce Conseil. Mais, quel que soit le cadre qui s'y prête, le membre du gouvernement a promis de favoriser les solutions qui permettront à la presse écrite de surmonter les difficultés qu'elle connaît actuellement. Aujourd'hui, le constat est clair, connu et convenu : le secteur de la presse écrite se trouve en grande difficulté.

Comment une telle situation a-t-elle pu se créer ? En Algérie, la presse écrite s'appuie sur un modèle économique intégrant les ventes et la publicité. Elle ne peut donc progresser que si elle marche sur ses deux jambes ! Mais la réalité est bien plus complexe que cela, en raison du recul des ventes des journaux, de la baisse de la manne publicitaire, de difficultés sociales et économiques et de l'avènement d'Internet. Cela est peut-être surprenant, mais, sur Internet, la gratuité de l'information (sur beaucoup de supports) est souvent un modèle économique viable. Le journalisme en ligne tend ainsi à devenir de plus en plus un secteur important des médias. Internet a donné lieu à une nouvelle réalité où la presse écrite a perdu beaucoup de terrain face à la concurrence créée par l'accessibilité et la gratuité de l'information. Il est difficile aux éditeurs de voir clair dans ce méli-mélo de chocs de « type classique » et de changements structurels. Cette situation a conduit à la dispari-



tion de plusieurs journaux et mis en lumière - en amont - les difficultés dont souffrent les imprimeries publiques. Les difficultés se sont aggravées, ces dernières années, à cause de l'envolée des prix du papier sur le marché international. Si rien n'est fait, la situation de la presse écrite et des imprimeries ne peut que s'aggraver. Quel remède apporter à tant de maux ? Le nouveau ministre a mis le doigt sur le « bobo ». Il a promis d'agir concrètement. Evidemment, la majeure partie de l'effort devrait venir des autorités publiques, comme cela se fait

dans plusieurs pays où l'exercice de la liberté d'expression et de la presse est renforcé. Aucun organe de la presse écrite n'étant financièrement viable sans aide étatique, l'Etat est appelé à aider et à encourager ce secteur avec le concours du Fonds d'aide à la presse et l'allocation de ressources publicitaires. Néanmoins, un sérieux effort doit être fait de la part des éditeurs, la presse écrite doit se réinventer, se redéfinir une nouvelle niche, de nouvelles modalités. Elle ne saurait compter indéfiniment sur la publicité publique. Ce modèle

économique ne s'est pas développé, ni n'a réussi à surmonter les crises. La presse écrite est appelée aujourd'hui à se mesurer à un système entièrement nouveau et à des concurrents qui sont le fruit de la technologie et de l'innovation. Certes, la valeur écrite ne meurt jamais, mais dans la variable numérique. Les nouvelles technologies doivent prendre de plus en plus de place dans la presse écrite. Et c'est ce à quoi les journalistes doivent s'employer, a estimé le ministre de la Communication.

Youssef Salami

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMMUNICATION AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES L'ÉVOQUE

Création du GPRA : un évènement phare, une nouvelle étape de la Révolution

La création du Gouvernement provisoire de la Révolution algérienne (GPRA) le 19 septembre 1958 est un évènement phare qui a permis à la Révolution de libération de franchir une nouvelle étape et s'engager dans le processus d'édification des institutions de l'Etat, et affirmé le ralliement du peuple à la Révolution et à ses dirigeants, souligne le directeur général de la communication, de l'information et de la documentation au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Mohamed Meziane. Intervenant lors d'une conférence organisée par le ministère des Moudjahidines et des Ayants droit en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger à l'occasion de la célébration du 65^e anniversaire de la création du GPRA, M. Meziane a affirmé que la déclaration de création du GPRA « avait plusieurs objectifs ayant permis à la Révolution algérienne de franchir une nouvelle étape, à savoir poursuivre le processus d'édification des jeunes institutions de l'Etat ». Cette déclaration, précise M. Meziane, se voulait « la concrétisation d'une décision prise lors du Congrès de la Soummam. La principale raison pour la création du Gouvernement provisoire

était de fédérer le commandement de la Révolution sous la même bannière pour parler au nom du peuple algérien dans les pourparlers avec la partie française sachant que cette dernière tergiversait sous prétexte d'« absence d'une partie algérienne ». Dans le même sillage, le directeur général a relevé dans son allo-

cution, que la déclaration « avait servi de couverture légale pour la lutte armée au niveau international ».

Sur le plan interne, poursuit-il, « elle a réglé les problèmes de coordination entre les différentes wilayas historiques, leur permettant d'orienter leurs efforts dans le même sens et d'amener la France

coloniale à engager les négociations avec le GPRA reconnu légalement ». La première activité diplomatique de la GPRA au lendemain de sa création a été de condamner, au niveau de l'ONU, le référendum sur la nouvelle constitution annoncé, à l'époque, par les autorités coloniales.

Avec Aps

Feux de forêt et perturbation de réseau électrique à Béjaïa : Sonelgaz à pied d'œuvre

Les feux de forêt qui se sont déclarés du vendredi 15 au dimanche 17 septembre 2023 ont causé, selon un premier bilan, des dizaines de véhicules incendiés et la détérioration du réseau électrique dans plusieurs villages à travers de la wilaya de Béjaïa, notamment sur les côtes Ouest et Est, où on peut citer, entre autres, les villages Tala guilef, l'Aach El-Vaz, dans la commune de Béjaïa, la commune de Boukhlifa, Tichy, Souk El-Tenine, Tizi Nberber et la commune de Melbou, selon Laidi Ghanima, chargée de communication de la direction de distribution de Béjaïa. Dès le début des feux, les équipes de la Sonelgaz étaient sur les lieux pour renforcer le dispositif d'intervention qui est sur les lieux des incendies et ce, pour permettre

en premier lieu, l'isolation des réseaux d'électricité et gaz (coupure des deux énergies) pour permettre aux équipes de la Protection civile d'intervenir jusqu'à la maîtrise des incendies, indique la même source. Un bilan provisoire a été établi par les services concernés suite aux dégâts occasionnés par ces incendies, faisant état de 4 conducteurs moyenne tension à terre, plus de 900 mètres linéaires de câbles torsadés complètement calcinés et plus de 04 supports Basse tension. Les équipes d'intervention soutenues par plusieurs entreprises sous-traitantes qui travaillent de jour comme de nuit, ont pu rétablir la situation et réalimenter plus de 1 000 clients en énergie électrique et gazière. Par ailleurs, plusieurs équipes

sont toujours sur les lieux pour des interventions d'urgence jusqu'à la normalisation de la situation, ajoute la même source. Par ailleurs, le Lieutenant Latifa Medjbar, chargée de communication de la direction de la Protection civile de Béjaïa, que nous avons jointe par téléphone, nous dresse un bilan des incendies déclenchés du vendredi au lundi 18 septembre 2023, faisant état de 40 feux de forêt maîtrisés, 15 personnes incommodées par la fumée, qui ont été prises en charge sur place par les éléments de la Protection civile, trois camions semi-remorque incendies et un véhicule léger, et sept famille évacuées à Melbou pour éviter le pire, conclut notre source.

I. Mehdaoui

DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE RÉGIONAL ASSOMBRI

Déclaration de guerre entre la CMA et Bamako

Selon « l'Aube malien », du 18 septembre, les autorités françaises, « qui ont du mal à digérer la remise en cause par Bamako de plusieurs accords, notamment celui de défense franco-malien, n'arrivant pas à accepter l'expulsion des troupes d'occupation françaises, cherchent par tous les voies et moyens à embraser le Mali comme ce fut le cas en 2012...

Affligeantes. Désolantes. Les images des groupes rebelles occupant les casernes libérées par la Minusma, dont le départ a curieusement coïncidé avec un pic de tension sécuritaire, incitent à beaucoup de prudence et doivent faire l'objet d'une lecture pondérée. La démonstration de force faite par le CSP a été fulgurante, presque humiliante pour Bamako, mais, à y bien regarder, il s'agit d'une réaction et non d'une volonté de couper tous les ponts. Au cours de ces combats violents à Bourem, les FAMa ont enregistré 10 morts et 13 blessés, tous évacués sur Gao, précise un communiqué de l'état-major malien. Cette brusque reprise des hostilités au Nord-Mali fait cependant le jeu de la France et des Occidentaux, de manière générale. Selon « l'Aube malien », du 18 septembre, les autorités françaises, « qui ont du mal à digérer la remise en cause par Bamako de plusieurs accords, notamment celui de défense franco-malien, n'arrivant pas à accepter l'expulsion des troupes d'occupation françaises, cherchent par tous les voies et moyens



à embraser le Mali comme ce fut le cas en 2012 où Nicolas Sarkozy a instrumentalisé le MNLA via Blaise Compaoré et Mohamed Ould Abdel Aziz pour déclencher la rébellion ». Ce narratif accusatoire de Bamako renseigne sur le haut degré de suspicion et

d'exacerbation des tensions, fragilisant tant sur le terrain que dans les médias les fragiles équilibres que les accords de paix d'Alger entretenaient jusque-là. Maintenant, il faudra attendre ce que la médiation internationale, dirigée par Alger, principal outil de la

réconciliation inter-maliens, va faire pour en apprécier la portée. La situation s'est tellement dégradée, malheureusement, qu'elle indique un retour à l'avant-Accords d'Alger, si rien n'est fait dans l'immédiat.

Oukaci Fayçal

LA COMMISSION DE DISCIPLINE DISQUALIFIE 4 DIRIGEANTS DU PARTI Micmacs au FLN

La commission disciplinaire du Front de libération nationale s'est réunie avant-hier pour examiner les questions d'organisation liées au parti. Selon nos sources, ladite Commission a décidé d'exclure quatre dirigeants bien connus du parti établi, dirigés par le vice-président de l'Assemblée nationale, dont notamment Ahmed Kharchi, ainsi que le chef du bloc parlementaire à l'Assemblée nationale, Ahmed Latifi. La commission disciplinaire a également destitué la présidente de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, Najia Djilali, pour non-respect des lois et règlements du parti. L'exclusion concernerait également Samir Zoubiri, membre de l'Assemblée nationale de la wilaya de Bouira. Ces exclusions interviennent à la veille du 11^e congrès, prévu les 29, 30 et 31 octobre prochains. Selon les connaisseurs des rouages internes du parti, il s'agit d'une première fournée pour l'exemple, afin de dissuader les autres candidats partisans

de la destitution de Abou El Fadl Baadji. En fait, depuis 2021, les tentatives n'ont pas cessé pour venir à bout de Baadji, mais en vain. On s'en souvient, les images déplorables d'une classe politique affligée n'ont cessé de tourner en boucle. Les militants du FLN, opposés au secrétaire général du parti, avaient alors observé un sit-in devant le siège central du parti avant de « passer à l'attaque ». Lors de ce rassemblement pro et anti-Baadji, de violents échanges verbaux ont eu lieu entre les opposants et les partisans du SG du FLN, ce qui a nécessité l'intervention de policiers pour les disperser. Le 11^e congrès du FLN, prévu les 29, 30 et 31 octobre prochains, attise les convoitises et alimente les polémiques. Et chaque camp au sein du parti aigüise ses couteaux pour mieux abattre l'autre. Il est certain que Baadji joue gros lors de ce congrès, mais d'ores et déjà, il « travaille » à éliminer tous ses potentiels pourfendeurs.

I.M.Amine

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE AFFICHE SON OPTIMISME La rentrée scolaire 2023-2024 sera réussie grâce à la mobilisation de tous

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé, hier, depuis la wilaya d'El Bayadh, que la rentrée scolaire de l'année 2023-2024 sera réussie grâce à la mobilisation et à l'engagement de tous. Lors de la conférence de presse qu'il a animée après avoir donné le coup d'envoi de la rentrée scolaire, Belaabed a indiqué que cette rentrée sera "réussie compte tenu des efforts et des préparatifs engagés sur les plans matériel, humain, pédagogique et structurel", soulignant qu'il est trop tôt

pour faire une évaluation à ce sujet. Concernant les nouveautés de cette rentrée, M. Belaabed a affirmé que son département ministériel compte "poursuivre le processus d'introduction de la langue anglaise en cinquième année primaire, à partir de l'année prochaine, après que cette année ait été consacrée à son introduction en quatrième année". "Cette année verra également l'introduction de la filière des arts en troisième année secondaire et l'organisation du baccalauréat en 7 filières pour la pre-

mière fois". A cet égard, le ministre a révélé que les inscriptions des candidats aux examens scolaires nationaux débuteront en novembre". Concernant l'introduction de l'éducation routière dans les trois cycles, le ministre a affirmé que «cette matière sera enseignée sans augmentation du volume horaire», soulignant qu'elle a été intégrée au primaire dans l'éducation civique et aux cycles moyen et secondaire dans des matières comme les langues.

I.Med/avec Aps

ABDELHAFID MILAT, COORDINATEUR DU CNES :

«ON ASSISTE POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS L'INDÉPENDANCE À UNE RENTRÉE UNIVERSITAIRE SANS PAPIER»

La dernière réunion du Conseil des ministres, le 12 septembre dernier, a comporté de nombreuses décisions importantes concernant le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Le président de la République a apprécié les efforts déployés et la transformation numérique constatée par le secteur, le président Tebboune ayant ordonné lors de la réunion la nécessité d'accélérer la promulgation de la loi organique des professeurs d'université, en plus de nombreuses décisions importantes qui servent le secteur. Dans cet ordre d'idées, le coordonnateur national du Syndicat du Conseil national des professeurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelhafid Milat, a évoqué, hier, de nombreux dossiers concernant les réalisations les plus marquantes réalisées dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. A propos des décisions encourageantes d'incitation, elles constituent, selon Milat, l'éloge du président des mesures prises par l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans le domaine de la numérisation, «l'université étant aujourd'hui considérée comme pionnière au niveau national par rapport à d'autres secteurs dans le domaine de la numérisation», car c'est « la première fois depuis l'indépendance que l'on assiste à une rentrée à l'université sans papier, que ce soit au niveau pédagogique ou au niveau des services universitaires, qui n'ont pas atteint ce stade par le passé ». Aussi, «le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a également su diriger et être le moteur de la numérisation dans tous les secteurs, et cette réalisation est due aux efforts conjugués du ministre et de tous les cadres du ministère, syndicats, professeurs et étudiants, et est le résultat d'un effort commun, et aujourd'hui il a porté ses fruits et le secteur de l'enseignement supérieur est devenu presque 100% numérisé, ce qui est une réalisation majeure au niveau régional, c'est une réussite louable pour le ministère».

I.M.

FAID ET ZITOUNI À NOUAKCHOTT ET DAKAR POUR INAUGURER D'IMPORTANTES STRUCTURES

Le ministre des Finances, Laziz Faïd, et celui du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, effectueront, aujourd'hui, une visite de travail en Mauritanie et au Sénégal, pour inaugurer les deux showrooms permanents et les deux banques publiques algériennes prévues à Nouakchott et Dakar. Selon un communiqué du ministère du Commerce, ces structures permettront, y est-il souligné, de renforcer la coopération économique et commerciale et augmenter les opportunités d'investissement sur le continent. Les deux expositions permanentes constitueront une plateforme idéale pour présenter les produits et services algériens et promouvoir le commerce intérieur et extérieur. Les deux banques algériennes, à Nouakchott, en Mauritanie, visent, quant à elles, à fournir des services bancaires de qualité et d'accompagner les investisseurs qui œuvrent à promouvoir les échanges commerciaux locaux et internationaux. Ces succursales constitueront un centre de fourniture de services financiers et de renforcement de la durabilité économique de la région.

R.N.

DJEZZY LANCE «WALK FOR SCHOOL» POUR UNE RENTRÉE SCOLAIRE SOLIDAIRE

Fidèle à sa tradition citoyenne, Djeczy marque la rentrée scolaire 2023-2024 en lançant à travers l'application Djeczy App la campagne « walk for school » en vue de venir en aide aux familles dans le besoin à travers le territoire national en partenariat avec les Scouts musulmans algériens. Baptisée « khat-wa sghira, ferha kbira », cette initiative est lancée par Djeczy pour la deuxième année consécutive. Elle s'est déroulée du 12 au 18 septembre courant et a permis aux clients de Djeczy de marcher et de gagner des gigas qu'ils convertissent, s'ils le souhaitent, en participation à l'opération de dons de packs scolaires en faveur des écoliers. Cette année, ce sont plus de 250 millions de pas qui ont été enregistrés marquant une évolution de plus de 76% par rapport à 2022. Ce qui reflète l'engagement des clients de Djeczy et des citoyens à participer à l'effort de solidarité en direction des familles nécessiteuses afin d'égayer la rentrée scolaire pour des milliers d'élèves à travers le territoire national. Cette campagne de solidarité a été clôturée lundi après-midi au centre international des Scouts musulmans algériens de Sidi Fredj lors d'une cérémonie où ont été conviés des enfants qui seront scolarisés pour la première fois cette année dans une ambiance festive et joyeuse. À travers cette action, Djeczy réaffirme sa volonté en tant qu'entreprise publique économique à contribuer à l'épanouissement des jeunes générations, au-delà de son engagement à renforcer l'esprit de solidarité et d'entraide dans la société.

Y. B.

LE P-DG DE LA SONELGAZ REÇOIT L'AMBASSADEUR D'ITALIE EN ALGÉRIE

Le Président-directeur général de la Sonelgaz, M. Mourad Adjal, a reçu lundi à Alger l'Ambassadeur d'Italie en Algérie M. Giovanni Pugliese, avec lequel il a évoqué plusieurs questions liées à la transition énergétique, les énergies renouvelables mais aussi l'interconnexion électrique entre les deux pays. Selon un communiqué de la Sonelgaz, les parties ont également évoqué le partenariat dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et l'Italie et les moyens de son renforcement. L'Ambassadeur italien a renouvelé l'intérêt de son pays et notamment les entreprises spécialisées en énergie d'investir en Algérie à travers la réalisation de projets et l'échange des expériences entre les experts des deux pays.

R.E.

Le ministère de l'Agriculture recrute

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a affirmé, hier dans un communiqué, le lancement du concours de recrutement externe sur la base des diplômes pour 55 postes d'emploi à l'administration centrale. Il s'agit, selon le communiqué, du grade d'ingénieur d'Etat en agronomie, ingénieur d'Etat en ressources hydriques, médecin vétérinaire, ingénieur

d'Etat en informatique, ingénieur d'Etat statisticien, traducteur-interprète, documentaliste archiviste, administrateur analyste, assistant administrateur, attaché principal d'administration, secrétaire principal de direction, secrétaire de direction et secrétaire. Les dossiers doivent être déposés au niveau du siège du ministère, à la sous-direction des ressources humaines et de

la formation, à compter du 18 septembre, en attendant la prolongation du délai au 9 octobre 2023, précise la même source. Quant aux postes à pourvoir dans le cadre des 250 postes d'emploi, le ministère a indiqué qu'ils seront annoncés par les directions et entreprises publiques sous tutelle, et la Direction générale des forêts (DGF).

R.E.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS MONÉTAIRE ARABE (FMA) LE SOULIGNE :

Hausse du chômage dans les pays arabes

Abdul Rahman bin Abdullah Al Humaidi, cité par l'APS, a souligné que la hausse des niveaux de chômage dans la région arabe a atteint «l'année dernière 10,7%, soit le double de la moyenne mondiale, selon les estimations de la Banque mondiale». Parmi ces défis, figurent également, selon la même source, «les taux d'endettement qui ont atteint 98% du PIB global des pays arabes débiteurs à la fin de 2022».



Le gouverneur de la Banque d'Algérie et président de l'actuelle session du Conseil des gouverneurs des Banques centrales et institutions monétaires arabes, Salah Eddine Taleb, a affirmé que le contexte économique mondial marqué par une croissance au ralenti, une inflation accélérée et un endettement élevé, requiert une action interarabe commune en matière de politiques économiques. Tout en réaffirmant l'engagement permanent de l'Algérie à soutenir les pays arabes frères qui font face aux difficultés. Les pays arabes font face actuellement à des défis économiques, d'où «la nécessité de consentir davantage d'efforts, d'agir et d'adopter des politiques à même de répondre aux exigences de la croissance économique, a expliqué le directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe (FMA), Abdul Rahman bin Abdullah Al Humaidi, cité par l'APS.

Il a souligné que la hausse des niveaux de chômage dans la région arabe a atteint «l'année dernière 10,7%, soit le double de la moyenne mondiale, selon les estimations de la Banque mondiale». Parmi ces défis, figurent également, selon la même source, «les taux d'endettement qui ont atteint 98% du PIB globale des pays arabes débiteurs à la fin de 2022, en

plus de la fluctuation des prix des produits de base». Il a ajouté que compte tenu de la situation économique mondiale instable, «il est nécessaire d'intensifier les efforts internationaux coordonnés afin de diminuer les dangers d'une récession et d'une crise de dettes qui affecteraient l'économie mondiale». S'exprimant lors des travaux de la 47e session ordinaire du Conseil des gouverneurs des Banques centrales et institutions monétaires arabes, dont l'ouverture a été présidée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, Taleb, a indiqué que la situation dans la région arabe «requiert de nous davantage de solidarité et d'action, notamment en matière de définition des politiques économiques

pour faire face aux fluctuations cycliques par la création de structures d'épargne anti-chocs». Le gouverneur de la Banque d'Algérie a, pour sa part, rappelé que le Fonds de régulation de l'Algérie a permis «d'absorber une partie importante des fluctuations des prix des hydrocarbures depuis 2014». Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles se tiennent les réunions de cette session, marquée par une hausse des prix de base, l'ampleur de la vague d'inflation et un endettement élevé dans certains Etats, ont poussé les établissements internationaux et régionaux à revoir leurs prévisions de la croissance économique.

Y. S.

EN VUE DE METTRE EN PRODUCTION ONZE NOUVEAUX Puits

Sonatrach signe un contrat de 08 milliards de dinars

Dans un communiqué publié hier, le groupe pétrolier public Sonatrach a annoncé la signature d'un contrat pour la mise en production 11 nouveaux puits de gaz. D'après la même source, ce contrat a été signé entre le groupement TFT, (constitué de SONATRACH et de son partenaire TotalEnergies) et l'Entreprise Nationale de Grands Travaux Pétroliers (ENGTP). « Ce contrat porte sur les travaux d'extension du réseau de collecte de TFT II et ce, pour le raccordement et la mise en production de onze (11) nouveaux puits vers le centre de traitement existant au niveau du champ gazier de TFT, situé dans le bassin



d'Illizi, à environ 400 km au Sud-Est de Hassi Mes-saoud » assure Sonatrach. « Les prestations de ce contrat EPC comprennent notamment, les études d'ingénierie de détail, l'approvisionnement des équipements et matériels, la réalisation du réseau de collecte et des flowlines et la construction des installations de surface des puits

associés » ajoute la même source. Le montant de contrat est de 08 milliards de dinars avec un délais de réalisation de 24 mois : « La réalisation de ce projet devrait permettre au groupement TFT d'atteindre une production de gaz de l'ordre de 9 millions m3/j dans une première phase » souligne enfin la même source.

R. E.

LE SALON PHARMEX 2023 EN OCTOBRE À ORAN

Les dernières tendances en matière d'industrie pharmaceutique seront exposées

Des conférences seront données sur les nouvelles réglementations ainsi que sur les avancées technologiques dans le domaine pharmaceutique.

Plus d'une centaine d'exposants prendront part à la 7ème édition du salon professionnel de la pharmacie, de la parapharmacie (Pharmex 2023), qui sera organisé du 19 au 21 octobre prochain au Centre des conventions d'Oran Mohamed Benahmed", a-t-on appris, lundi, auprès des organisateurs. Le salon, organisé sous le thème "le Merchandising, la Fiscalité et la Gestion de l'officine" est l'un des événements les plus attendus dans le domaine de la santé et du bien-être, accueillera des participants des différentes régions du pays pour explorer les dernières tendances, innovations et opportunités dans l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique, a fait savoir l'Agence organisatrice "Pharmex Communication" dans un communiqué. Cet événement s'avère être une plateforme inestimable pour les pharmaciens, les professionnels de la santé, les fournisseurs de produits pharmaceutiques et de parapharmacie, ainsi que pour toute personne intéressée par les développements de ce secteur dynamique, a-t-on ajouté. Plus de 100 exposants présenteront leurs derniers produits et services, des médicaments aux dispositifs médicaux, en passant par les produits de beauté et de bien-être, notamment des opéra-



teurs dans le domaine pharmaceutique, dont des laboratoires, distributeurs, parapharmacies et phytothérapies, dispositifs médicaux, services (logiciels, édition, référentiel des médicaments). Outre ces opérateurs, Pharmex réunira également d'autres acteurs des domaines de la santé et de la pharmacie tels que les Enseignants, les chercheurs, les résidents et étudiants en pharmacie, ainsi que des institutions publiques à l'image de la direction de la santé, CNAS, entre autres). Un riche programme de conférences et d'ateliers a été concocté, où des experts animeront des ses-

sions sur les tendances actuelles, les nouvelles réglementations et les avancées technologiques dans le secteur pharmaceutique, dans des thèmes comme "l'innovation dans l'industrie pharmaceutique Algérienne", et "La rentabilité linéaire: un objectif de développement du chiffre d'affaire de l'officine", entre autres. Un espace de réseautage sera aussi mis en place, où les participants auront l'occasion de rencontrer des professionnels de l'industrie, d'échanger des idées et de développer des partenariats stratégiques, a-t-on indiqué.

R. S.

TIARET

EXPLOITATION DE L'ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE EN MILIEU OUVERT DÈS FIN OCTOBRE

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a ordonné, lundi à Tiaret, de commencer à exploiter l'établissement pénitentiaire en milieu ouvert du chef-lieu de la wilaya, dès fin octobre prochain. Au cours de la deuxième journée de sa visite dans la wilaya de Tiaret, le ministre a insisté auprès des responsables de la réalisation de ce projet, soit la direction des équipements publics et le dispositif judiciaire local, de veiller à la finalisation des travaux et la mise en place des équipements acquis pour pouvoir mettre en service cet établissement dans les délais impartis. M.Tabi a souligné l'importance de cette structure, mitoyenne à l'établissement de rééducation et de réadaptation de la ville de Tiaret, notant que "tant qu'elle est prête, il faut la mettre en service". "Nous avons besoin de cette structure pour la réinsertion des détenus, afin qu'ils puissent retrouver leur place dans la société", a-t-il souligné, ajoutant qu'il faut "élargir ce programme, qui a prouvé son efficacité, puisque les moyens le permettent". M.Tabi a également donné des instructions pour préparer, en parallèle, les dossiers des détenus qui peuvent bénéficier de travail dans cette structure jusqu'à la fin de leurs peines. Cette structure, qui s'étend sur une superficie de 16.5 hectares, sera en mesure d'assurer du travail dans le domaine de l'agriculture pour 200 détenus, qui

seront sélectionnés parmi ceux qui n'ont que deux ans ou moins à passer en prison et qui détiennent des diplômes dans le domaine, pour bénéficier du système en milieu ouvert. La réalisation de ce projet, qui dispose, en plus de la superficie réservée aux activités agricoles, de 12 bureaux et 20 salles de détention, ainsi que 13 salles polyvalentes, a mobilisé une enveloppe de 546.4 millions de DA. Au siège de la Cour de Tiaret que le ministre a visitée et où il a échangé avec des employés, des juges et des avocats, le ministre a souligné l'importance de promouvoir les services fournis aux citoyens, comme l'accueil et l'orientation, en plus d'établir les jugements à distance, en l'occurrence les vieux jugements, comme un résultat inévitable de l'opération de modernisation que connaît le secteur de la justice dans le domaine de la numérisation. M.Tabi a également visité, à cette occasion, une bâtisse au centre-ville de Tiaret, proposée pour accueillir le siège du tribunal administratif, qui sera réhabilitée pour être fonctionnelle dans quelques mois. Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux a, par ailleurs, présidé l'inauguration du nouveau siège du tribunal de KasrChelala, disposant de 49 bureaux, de salles d'audience, d'une salle d'archives et autres, offrant ainsi de meilleures conditions tant aux fonctionnaires et aux justiciables.

APS

OUARGLA :

Numérisation des résidences universitaires

Les structures d'hébergement universitaire relevant de l'Université Kasdi-Merbah de Ouargla ont été dotées de procédés de numérisation en prévision de la nouvelle rentrée universitaire 2023/2024, ont indiqué les services de la wilaya. Intervenant lors d'une tournée d'inspection des structures universitaires en prévision de la prochaine rentrée, le wali de Ouargla, Mustapha Aghamir, a souligné que cette opération, décidée par le ministère de tutelle, porte sur l'équipement des œuvres universitaires, d'hébergement, de restauration et de

transport en moyens numériques de reconnaissance faciale et de contrôle. Cette opération, retenue au titre du programme ministériel portant modernisation des œuvres universitaires, s'assigne comme objectif une meilleure prise en charge des étudiants et la réalisation d'un bond qualitatif en termes d'amélioration des prestations, a indiqué le même responsable. L'on relève également le lancement cette saison d'une opération d'aménagement de cinq (5) cités, parmi les onze existantes, en vue d'étendre la capacité des structures

d'hébergement accueillant actuellement 15.000 étudiants, contre une capacité théorique de 13.000 lits. Le même responsable a fait part, par souci de remédier au déficit en hébergement, du lancement de chantiers de résidences universitaires après le dégel de projets retenus auparavant pour la wilaya de Ouargla. S'agissant du transport universitaire, le wali a indiqué qu'une convention a été signée par l'université et l'entreprise "SETRAM" de Ouargla pour assurer le transport gratuit des étudiants sur les lignes de tramway.

APS



Bouira : enveloppe de plus de 500 millions de dinars pour la réhabilitation d'établissements scolaires

Une enveloppe financière de plus de 500 millions de dinars a été allouée à des travaux de réhabilitation de plusieurs établissements scolaires à travers des communes de la wilaya de Bouira, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. «C'est dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire que plusieurs opérations de réhabilitation d'éta-

blissements scolaires ont été effectuées cette année à Bouira pour un montant global de plus de 500 millions de dinars», a expliqué à la presse le directeur des équipements publics, Mohamed Messar. Les opérations de réhabilitation ont touché des dizaines d'établissements scolaires des trois paliers d'enseignement à travers plusieurs communes de la wilaya de Bouira, dont

notamment Bouira, Bechloul, Sour El Ghouzlane, Lakhdaria, AïnBessam, et M'Chedallah. En outre, de nouveaux établissements scolaires, un lycée, trois centres d'enseignement moyen (CEM) et cinq écoles primaires ont été réalisés et réceptionnés en prévision de la rentrée scolaire 2023-2024 «Ces nouveaux établissements sont prêts à accueillir les élèves dès mardi prochain», a encore

expliqué M. Messar, tout en assurant que toutes les conditions sont réunies pour réussir la rentrée scolaire mardi. Le secteur de l'éducation enregistre aussi cette année la réception de plusieurs autres structures dont six demi-pensions, trois cantines solaires et 18 classes d'extension ainsi que six unités de dépistage sanitaire (UDS), selon les détails fournis par le directeur des équipe-

ments publics de la wilaya. Dans un rapport présenté récemment devant une session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), la direction de l'éducation a annoncé la dotation de 45 écoles primaires de tablettes électroniques en prévision de la rentrée scolaire prévue le mardi 19 septembre à travers toutes les wilayas du pays.

APS

Près de la moitié de la population vit dans des ménages liés au

Les systèmes agroalimentaires durables peuvent aider à faire face aux pénuries d'eau, au changement climatique et aux menaces liées à l'insécurité alimentaire, autant d'objectifs cruciaux visés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Une nouvelle étude menée par cette agence onusienne révèle qu'environ 1,23 milliard de personnes étaient employées dans les systèmes agroalimentaires mondiaux en 2019, et près de la moitié de la population mondiale vit dans des ménages liés aux systèmes agroalimentaires. Sur ces 1,23 milliard de personnes, 857 millions travaillaient dans la production agricole primaire, tandis que 375 millions travaillaient dans les segments non agricoles des systèmes agroalimentaires, selon le rapport de la FAO. « Les agendas politiques et pratiques aux niveaux national et mondial doivent aborder les

Selon l'étude, le plus grand nombre de personnes employées dans les systèmes agroalimentaires, soit 793 millions, se trouve en Asie, suivi par près de 290 millions en Afrique. La majorité de la population économiquement active dans les pays à faible revenu, en particulier en Afrique, avait au moins un emploi ou une activité dans les systèmes agroalimentaires. Si l'on inclut les activités de commerce et de transport, 62% des emplois en Afrique sont liés aux systèmes agroalimentaires, contre 40% en Asie et 23% dans les Amériques. La part de l'emploi dans les systèmes agroalimentaires par rapport à l'emploi total qui n'est pas directement dans les secteurs agricoles varie de 8% en Europe à 14% en Afrique. Dans la plupart des pays pour lesquels les données sont disponibles, les jeunes, définis comme les personnes âgées de 15 à 35 ans, représentent environ la moitié de tous les travailleurs du système agroalimentaire. La tranche juvénile est généralement plus élevée dans les secteurs de la transformation

part de la main-d'œuvre des systèmes agroalimentaires directement engagée dans l'agriculture diminue généralement, tandis que celle engagée dans des emplois non agricoles dans la transformation des aliments, les services, le commerce et le transport augmente ». La FAO a également constaté que le fait de compter dans les systèmes agroalimentaires les personnes exerçant des activités secondaires ou des activités agricoles domestiques - comme un enseignant à plein temps qui cultive des produits pour les vendre sur sa terre - ajoute environ 24% en moyenne au nombre de personnes dont les moyens d'existence dépendent de ces systèmes.

LA PRODUCTION MONDIALE DE LAIT AUGMENTERAIT DE 17 % D'ICI À 2032

La production mondiale de lait devrait augmenter de 151 millions de tonnes, soit 1,5 % par an au cours de la décennie à venir. Dans leurs perspectives pour les dix ans à venir, la FAO et l'OCDE prévoient une augmentation de la production laitière et de la consommation de produits laitiers. L'Union européenne, deuxième producteur mondial, devrait connaître un léger recul de sa collecte. La production mondiale de lait devrait augmenter de 151 millions de tonnes, soit 1,5 % par an, d'ici à 2032 par rapport à la période de référence de 2020 à 2022 (888 millions de tonnes). C'est ce qu'observent l'OCDE et la FAO dans un rapport publié cette année sur les perspectives agricoles pour les dix années à venir. La filière devrait offrir de belles perspectives à l'échelle mondiale puisque les volumes de produits laitiers consommés devraient augmenter. « Cette forte demande se concentre essentiellement en Inde, au Pakistan et dans plusieurs pays africains. Globalement, la consommation par habitant devrait augmenter de 0,8 % par an », prévoit l'OCDE. Constituée principalement de lait de vache (81 %), elle atteindrait ainsi 1 039 millions de tonnes en 2032, « soit une évolution plus rapide que la plupart des principaux produits agricoles ». L'essentiel de cette hausse de la production devrait être réalisé par les pays en développement du fait d'une forte progression du cheptel laitier (+1,3 % par an). Le Pakistan et l'Inde devraient notamment représenter 32 % de la production totale de lait en 2032. Deuxième producteur mondial, l'Union européenne devrait, quant à elle, voir sa production légèrement reculer face à la stagnation de la demande intérieure. Par ailleurs, environ 30 % de la production mondiale de lait devrait être transformée en beurre, fromage, lait en poudre ou poudre de lactosérum au cours de la décennie à venir.

CROISSANCE DE LA CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS FRAIS

La consommation de lait par habitant devrait globalement progresser de 0,8 % par an pour atteindre 15,7 kg (en équivalent extrait sec) d'ici à 2032. « L'essentiel du lait produit est consommé sous forme de produits laitiers frais, non transformés ou très peu transformés (pasteurisés ou fermentés) », explique l'OCDE et la FAO. Ainsi, la consommation mondiale de produits laitiers frais devrait croître de 1 % par an et par habitant entre 2023 et 2032. Elle serait essentiellement tirée par l'accélération de la demande en Inde et au Pakistan, elle-même portée par la croissance des revenus et de la population. En Europe et en Amérique du Nord, la demande par habitant en produits laitiers frais est stable ou en recul, concurrencée par les substituts végétaux. Néanmoins, les consomma-

Sur ces 1,23 milliard de personnes, 857 millions travaillent dans la production agricole primaire, tandis que 375 millions travaillent dans les segments non agricoles des systèmes agroalimentaires, selon le rapport de la FAO.

défis auxquels sont confrontés les systèmes agroalimentaires de manière intégrée, et c'est ce qu'ils font. Pour suivre le mouvement, les données doivent aller au-delà des notions cloisonnées telles que l'emploi agricole et inclure l'ensemble du processus, de la production alimentaire au consommateur, en passant par la transformation et le transport - tout ce qui entre dans la composition de ce que nous mangeons », a déclaré Ben Davis, Directeur de la Division de la transformation rurale inclusive de la FAO et auteur principal du rapport. « Pour que les systèmes agroalimentaires soient durables, il faut tenir compte de la nutrition, de la santé et du changement climatique », a-t-il ajouté. Les nouveaux chiffres, qui constituent la première estimation mondiale systématique et documentée de ce type, se réfèrent également aux systèmes agroalimentaires plutôt qu'aux secteurs agricoles. Ce qui reflète l'importance croissante des activités non agricoles dans l'alimentation de la population mondiale, qui compte actuellement 8 milliards d'habitants et ne cesse de croître. La majorité de la population économiquement active dans les pays à faible revenu, en particulier en Afrique, avait au moins un emploi ou une activité dans les systèmes agroalimentaires.

PLUS DE 60 % DES EMPLOIS EN AFRIQUE LIÉS AUX SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

alimentaire et des services.

11 MILLIARDS DE TONNES DE DENRÉES ALIMENTAIRES PRODUITES CHAQUE ANNÉE

Sur les 3,83 milliards de personnes qui dépendent des systèmes agroalimentaires pour leur subsistance, 2,36 milliards vivent en Asie et 940 millions en Afrique.

La première année de la pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction de 6,8 % du nombre de personnes employées dans les systèmes agroalimentaires. L'impact du Covid-19 a été le plus fort en Amérique latine, où l'emploi a chuté de 18,8 %. À noter que les systèmes agroalimentaires englobent la production agricole primaire de produits alimentaires et non alimentaires, la production de denrées alimentaires d'origine non agricole, la chaîne d'approvisionnement alimentaire du producteur au consommateur et le consommateur final de denrées alimentaires. À l'échelle mondiale, ces systèmes produisent quelque 11 milliards de tonnes de denrées alimentaires chaque année et constituent l'épine dorsale de nombreuses économies.

Ainsi selon la FAO, « au fur et à mesure que les pays se développent, la part de l'emploi dans les systèmes agroalimentaires diminue. Ce phénomène est principalement dû à une réduction de l'emploi dans l'agriculture. Lorsque les pays passent d'un revenu faible à un revenu élevé, la



teurs
nouve
tières
base
de pr
millio
11 %
2020
tout p
Unis,
Zélan
Enser
tion d
des e
beurr
Dans
rester
mage
Zélan
sente
2032,
produ
et de
diaux
milieu
lente
l'attra
ment
poudr
chir e
affect
poudr
donc
2032,
l'évol
les pr
comp
ce de
32 %
Si le
forter
ductio
tout p
découv
troupe
l'alim
sourc
rappo
santé
revêtu
persp
consom
dema
produ
enviro
réper
de la
jectio



ENVIRONNEMENT DURABLE

La population mondiale aux systèmes agroalimentaires



de ces pays développés privilégient de l'eau le beurre et les matières grasses laitières plutôt que les produits de substitution à l'huile végétale. Les échanges mondiaux de produits laitiers devraient atteindre 14,2 millions de tonnes en 2032, soit une hausse de 10 % par rapport à la période de référence de 2020 à 2022. « Cette croissance se traduira sur le terrain par une hausse des exportations des États-Unis de l'Union européenne et de la Nouvelle-Zélande », soulignent l'OCDE et la FAO. En parallèle, ces deux grands bassins de production devraient représenter plus des deux tiers des exportations de fromage, lait en poudre et autres produits laitiers (entre 65 et 80 % selon les produits). Dans les dix ans à venir, l'Union européenne sera le principal exportateur mondial de fromages, suivie des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. Dans le même temps, la Chine représentera 21 % des importations mondiales en restant ainsi le premier importateur de produits laitiers. Tirés par les coûts de l'énergie et de l'alimentation animale, « les cours mondiaux de produits laitiers ont atteint un pic au début de l'année 2022 avant d'amorcer une baisse », indiquent l'OCDE et la FAO. Si l'activité des prix actuels entraîne un gonflement de l'offre, les cours du beurre et de la crème de lait écrémé devraient légèrement fléchir entre 2023 et 2032. Cette baisse devrait dépasser ceux du fromage et du lait entier en 2032. La production mondiale de lait devrait augmenter (pour atteindre 1 039 Mt en 2032), c'est le produit agricole pour lequel la production devrait être la plus rapide. D'après les projections, « l'Inde et le Pakistan devraient produire pour plus de la moitié dans la croissance de la production totale de lait, et pour plus de la moitié de la production mondiale en 2032. » Le nombre d'animaux dans ces pays devrait continuer d'augmenter, l'augmentation de production (prévue à +1,5 % par an) devrait provenir de la hausse des rendements. Elle sera due à une « gestion plus efficace des terres, de l'amélioration génétique et de la nutrition animale », souligne cette même OCDE. L'OCDE et la FAO précisent dans leur rapport que « les préoccupations relatives à la pollution de l'environnement et au bien-être animal ont une importance croissante » dans ces discussions. En d'autres termes, le choix des modes de production sur ces critères va impacter la production. Il est question de rechercher des « modes de plus grande valeur ». La législation environnementale pourrait également avoir des discussions majeures sur l'évolution future de la production laitière. Car en l'état, les projections d'augmentation de production vont for-

cément faire augmenter les émissions de gaz à effet de serre. Seuls les gains d'efficacité des cheptels pourront ralentir cette croissance. Autres facteurs mis en avant: le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes qui pourront quant à eux faire évoluer ces projections (avec une menace non négligeable qui plane sur les pays déjà touchés)...

LA PRODUCTION MONDIALE DE VIANDE DEVRAIT PROGRESSER DANS LES DIX ANNÉES À VENIR

L'OCDE et la FAO ont publié leurs perspectives agricoles pour la période de 2023 à 2032. Si elles prévoient une hausse de la production, de la consommation et des exportations, les prix réels devraient s'orienter à la baisse. Globalement, la production mondiale n'a augmenté que de 1 % en 2022, atteignant 347 millions de tonnes-équivalent carcasse. « Plusieurs facteurs en ont limité la croissance, dont les épizooties, le niveau élevé et en hausse constante du coût des intrants, et les événements météorologiques extrêmes », expliquent les deux organisations. Du fait de la baisse des volumes disponibles à l'exportation, l'indice des prix de la viande de la FAO a progressé de 10 % entre 2021 et 2022. Toutefois, les ratios entre les prix de la viande et ceux de l'alimentation animale restent peu élevés. Pour la période de 2023 à 2032, les perspectives du marché de la viande sont relativement favorables pour les producteurs malgré des freins liés aux coûts élevés de l'alimentation et de la main-d'œuvre. En 2032, la production mondiale de viande devrait atteindre 382 millions de tonnes-équivalent carcasse, soit une hausse de 41 millions de tonnes au cours de la prochaine décennie. Le principal moteur de la croissance reste la volaille qui renforcera sa place dominante dans le secteur de la viande, en représentant à elle seule la moitié du volume total de viande supplémentaire produite dans les dix années à venir. La production bovine atteindra 78 millions de tonnes d'ici à dix ans. Cette progression sera favorisée par une augmentation des poids de carcasse et une hausse du nombre d'abattages dans plusieurs régions productrices d'Afrique et en Asie. La production de viande ovine devrait atteindre 19 millions de tonnes en 2032, la production chinoise contribuant à hauteur de 17 %. « Au sein de l'Union européenne, la production devrait légèrement progresser par rapport à son niveau actuel du fait du soutien des revenus couplé à la production et de prix à la production favorables dans les principaux États membres producteurs d'ovins », indiquent l'OCDE et la FAO. Si le marché sera renforcé par l'offre accrue provenant

de l'Asie et de l'Afrique subsaharienne, l'engagement de la Nouvelle-Zélande de réduire ses émissions de GES devrait limiter la taille de son cheptel. Malgré leurs niveaux actuellement élevés, les prix devraient baisser en termes nominaux comme en termes réels, « sous l'effet d'une demande moins soutenue et d'une augmentation de l'offre à mesure que l'impact des flambées épizootiques s'estompe, surtout en Chine ». « Par conséquent, les prix réels de la viande d'ici à 2032 devraient être de 10 % à 14 % inférieurs à leurs niveaux moyens en 2020-2022 », indique cette même source.

UNE CONSOMMATION DE VIANDE EN HAUSSE DE 2 %

La consommation mondiale de viande par habitant devrait progresser de 2 % à l'horizon de 2032, soit une hausse de 700 g par an et par personne en équivalent poids comestible au détail par rapport à la période de 2020 à 2022. Similaire à celle observée dans la décennie précédente, la consommation mondiale de viande par habitant est une nouvelle fois tirée par l'augmentation de la consommation de viande de volaille. Les exportations de viande au niveau mondial vont augmenter de 3 % à l'horizon de 2032 par rapport à la période de référence. Elles devraient ainsi atteindre 42 millions de tonnes, et près de 11 % de la production de viande fera l'objet d'échanges internationaux. Les importations de viande de volaille représenteront les deux tiers des importations supplémentaires de viande en 2032, portant à 40 % sa part dans les importations totales de viande. Bien que les pays développés devraient encore contribuer pour plus de la moitié (55 %) aux exportations mondiales de viande à l'horizon de 2032, leur part diminuera sans discontinuer par rapport à la période de 2020 à 2022. Par ailleurs, la part des exportations de l'Union européenne diminuera pour passer de 18 % à 15 % en dix ans. À l'échelle mondiale, les flambées épizootiques et les politiques commerciales restent deux des principaux facteurs qui déterminent l'évolution et la dynamique du marché de la viande.

RÉFORME DES FINANCEMENTS AGRICOLES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

À l'occasion de la 3ème édition de l'Académie de la Banque Européenne d'Investissement sur les questions liées aux PME et à la Microfinance en Afrique de l'Ouest et du Centre, qui s'est tenu à Abidjan les 13 et 14 septembre 2023, le représentant de la FAO en Côte d'Ivoire, M. Attaher

Maiga, a décliné la vision de l'institution. Selon M. Attaher Maiga, le crédit total accordé aux petits exploitants agricoles par les institutions financières informelles et formelles, ainsi que par les acteurs de la chaîne de valeur, ne répond pas présentement qu'à environ 28 % soit 12 milliards de dollars des besoins estimés à environ 42 milliards de dollars en Afrique subsaharienne. Il est urgent de combler ce gap, a-t-il martelé, soutenant que « le changement climatique est une réalité et les effets se perçoivent de nos jours, à travers la déforestation, l'appauvrissement des sols, la désertification et les inondations dans plusieurs régions ». Le représentant de la FAO à Abidjan a fait observer que certains agriculteurs ne parviennent plus à produire, ce qui est une menace sérieuse pour la sécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne particulièrement. En réponse aux effets négatifs du changement climatique qui menacent la sécurité alimentaire surtout en Afrique, M. Attaher a mis l'accent sur les mesures d'adaptation et de mitigation au changement climatique pour favoriser le développement des chaînes de valeurs agricoles dont les potentiels et opportunités restent largement sous exploités.

« Dans cette perspective, il faudrait notamment adapter les modes de financement des petits producteurs et productrices et mettre à l'échelle les bonnes pratiques et les innovations en matière de financement. » a-t-il insisté. S'agissant du cas spécifique de la Côte d'Ivoire, frappée par les effets du changement climatique, la FAO envisage en plus de l'agroforesterie, de vulgariser l'Initiative villes vertes durant la 6ème édition du Salon de l'Agriculture et des ressources animales (SARA) prévue du 29 septembre au 08 octobre 2023.

Cette initiative soutenue par la FAO vise à contribuer à la transformation des systèmes agroalimentaires, à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la nutrition au sein des villes et autour de celles-ci. L'organisation veut également une sensibilisation des populations en zones urbaines pour une agriculture de proximité sur de petits espaces. Il a appelé à la promotion du planting d'arbres en général et surtout fruitier ou encore les cultures maraichères avec la technique du hors sol dans son cadre de vie. En somme, l'Initiative villes vertes permettra de pratiquer l'agriculture urbaine et périurbaine gage d'une disponibilité de produits agricoles. D'autres solutions de la FAO en réponse à la question des effets du changement climatique seront également présentées en vue de l'atteinte de la Côte d'Ivoire à la sécurité alimentaire voire souveraineté alimentaire à l'horizon 2030.

Par Amel B. et Agences

AGRICULTURE

LA TUNISIE ANTICIPE UNE HAUSSE DE 11% DE SA PRODUCTION D'HUILE D'OLIVE

La Tunisie s'attend à ce que sa production d'olives atteigne 1 million de tonnes au cours de la saison 2023-2024, avec 200 000 tonnes d'huile d'olive au total, soit une augmentation de 11% par rapport à la saison précédente. C'est ce qu'a déclaré la représentante de la Direction générale de la production agricole au ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, Dorsaf Ben Ahmed, citée par Tap, agence de presse tunisienne. Dorsaf Ben Ahmed a évoqué l'amélioration de l'état général des oliviers dans la plupart des régions de production suite aux précipitations enregistrées en mai et juin 2023, à l'exception des oliviers qui avaient été durement touchés par la sécheresse des dernières années. La production finale d'huile d'olive pour la campagne 2022-2023 s'est élevée à 180 000 tonnes, contre 240 000 tonnes pour la saison 2021-2022 (-25%), a précisé la responsable, et les prix ont oscillé entre 14 et 19 dinars par litre pour la campagne 2022-2023, contre 9-12 dinars par litre en 2021-2022. Selon l'Onagri (Observatoire National de l'Agriculture de Tunisie), « les exportations d'huile d'olive pour la saison 2022-2023 ont représenté 47% des exportations agricoles et 51% des exportations alimentaires ».

In Option Finance

PARTENARIAT

ACCORD SUR LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE ENTRE LA GAMBIE ET LE SÉNÉGAL



Avec l'objectif d'améliorer les revenus tirés de l'activité et de renforcer le partenariat bilatéral en matière de surveillance de pêche et d'aquaculture, la Gambie et le Sénégal ont signé samedi dernier un accord en matière de pêche et d'aquaculture indique l'APS. En vertu de cet accord, seront allouées réciproquement 200 licences d'embarcations motorisées pour la pêche artisanale. Au niveau de la pêche industrielle, le ministre sénégalais de la Pêche et de l'économie maritime, Pape Sagna Mbaye, a indiqué que l'accord porte sur 1300 tonneaux de jauge brute (TJB) par an pour les chalutiers crevetiers, de 1300 TJB par an pour les chalutiers poissonniers et céphalopodiens, 1000 TJB par an pour les chalutiers poissonniers profonds, 500 TJB par an pour la pêche pélagique côtière et 15 navires par an pour la pêche thonnière.

In Commodafrica

LIBYE

Une semaine après la catastrophe, Derna toujours sous le choc

Les manifestants libyens se sont rassemblés dans le centre de Derna ce lundi, lors de la première manifestation de masse depuis l'inondation. Devant la mosquée al-Shabana de la ville, des milliers de personnes ont demandé une enquête rapide sur la catastrophe, la reconstruction urgente de la ville et d'autres revendications.



À Derna, une semaine après les inondations dévastatrices qui ont fait des milliers de morts et détruit des immeubles entiers, des secouristes fouillaient lundi les débris à la recherche de corps ou d'éventuels survivants. Cet habitant a survécu à ces pluies torrentielles. Réveillé par les cris de ses voisins pendant la nuit, il a assisté impuissant à l'inondation de son quartier. Si sa famille et lui ont réussi à s'échapper, plusieurs autres personnes n'ont pas eu cette chance. Nous sommes maintenant au quatrième étage. C'est mon appartement. L'eau a atteint deux mètres de haut. J'en suis à la hauteur de mes mains. Nous avons emmené les familles dans la cage d'escalier et de là sur le toit» explique Abdul Salam Anwisi, survivant des inondations de

Derna. Certaines parties de la ville de Derna incluant des bâtiments et des infrastructures ont été rayées de la carte, et d'après des habitants, la plupart des victimes ont été ensevelies sous la boue ou emportées vers la Méditerranée.

Dimanche, au port de Derna, des plongeurs turcs et russes étaient encore à la recherche de corps, une semaine après la catastrophe. Quatre secouristes grecs et trois Libyens ont été tués dans un accident de la route dans la

ville. Selon un dernier bilan communiqué par le ministère de la Santé du gouvernement basé dans l'Est du pays, la catastrophe a fait un peu plus de 3 283 morts.

Le bilan final pourrait être beaucoup plus lourd en raison du nombre de disparus qui se comptent par milliers. Lundi, les Nations unies ont prévenu qu'une épidémie pourrait créer une deuxième crise dévastatrice. Les manifestants libyens se sont rassemblés dans le centre de Derna lundi, lors de la première manifestation de masse depuis l'inondation. Devant la mosquée al-Shabana de la ville, des milliers de personnes ont demandé une enquête rapide sur la catastrophe, la reconstruction urgente de la ville et d'autres revendications.

In Africanews

DENGUE AU BURKINA FASO

5 907 cas suspects au niveau de la région du Centre avec 2 565 cas probables

Les régions du Centre et celle des Hauts Bassins demeurent les plus touchées par la dengue en 2023. Selon le Dr Hamed Sidwaya Ouedraogo, directeur de la protection de la santé de la population au ministère de la santé et de l'hygiène publique, il ya un cumul de 5907 cas suspects au niveau de la région du Centre avec 2565 cas probables. Entendez par cas suspects, ceux qui présentent des symptômes et sur lesquels nous n'avons pas fait de test pour montrer qu'il y a les

traces de la maladie... Nous enregistrons malheureusement au niveau de la région du Centre 11 décès». Pour ce qui est de la région des Hauts-Bassins, nous avons à ce jour 4268 cas suspects et 1674 cas probables et un total de 38 décès», a renseigné d'entrée Dr Hamed Sidwaya Ouedraogo. Selon lui, ces chiffres affichent très clairement des flambées épidémiques. Et pour prévenir ce mal, le directeur de la protection de la santé de la population, en service au ministère de

la santé et de l'hygiène publique, donne aux populations des consignes à suivre. Aux populations, je souhaiterais que chacun commence déjà à regarder dans son ménage et son cadre de vie, essayer d'éliminer tout ce qui est pneus usagés, les bocal, les lave-mains qu'on n'utilise plus. Aux différents responsables de services publics et des entreprises, leur demander d'utiliser les insecticides et tout ce que vous avez pour pouvoir diminuer le

nombre de moustiques adultes dans les environnements et protéger les personnels de santé, et à chaque Burkinabè de se rendre dans un centre de santé dès qu'il a une fièvre persistante, des douleurs orbitaires ou des douleurs musculaires qui ne cèdent pas, et aussi de faire attention à tout ce que nous prenons pour ne pas compliquer davantage les effets de la maladie en fatiguant nos reins, ainsi de suite», a-t-il conclu.

In Burkina 24

PRODUCTION DE RIZ

Le Cameroun bénéficie d'un concours financier de la part de la BID

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Minader), Gabriel Mbairrobe, a procédé au lancement du Projet de développement de la chaîne de valeur de la filière riz (PDCVR), le 13 septembre 2023 à Yaoundé, en présence de son homologue des Cadastres, Henri Eyebe Ayissi. Pour la mise en œuvre de ce nouveau projet évalué à 122,6 milliards, le pays a déjà bénéficié d'un financement de la BID à hauteur de 51 milliards de Fcfa. Le gouvernement est en négociation avec cinq autres partenaires financiers, dont la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (Badea) qui apportera 11,501 milliards de Fcfa, et le Fond de l'Organisation des Pays

Exportateurs de Pétrole (Opep) dont la contribution est évaluée à hauteur de 14,376 milliards de Fcfa. De son côté, le Cameroun entend décaisser 8,3 milliards de Fcfa en fond de contrepartie. Le Projet de développement de la chaîne de valeur de la filière riz, vise l'accroissement durable de la production du riz et sera mis en œuvre sur une période de cinq ans. Les régions concernées sont l'Extrême-Nord (Maga), le Nord-Ouest (Ndop) et l'Ouest (Bangourain, Santchou). Celui-ci sera développé sur 7 000 hectares de surfaces irriguées pour une production de 6 000 tonnes / hectare soit une augmentation de 10 % de la production annuelle actuelle qui s'évalue autour de 220

000 tonnes/an», selon des informations du Minader. Bien plus, le programme projette la création de 253.000 emplois. Concrètement, le projet s'articule autour de sept composantes parmi lesquelles le renforcement des liens avec les marchés, la réhabilitation ou construction d'infrastructures sociales, la gestion et coordination des projets etc. Il s'agira donc pour le gouvernement d'acquiescer des semences de bases et des technologies complémentaires dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut de recherches agricoles pour le développement (Irad) ou les partenaires internationaux, la réhabilitation et la construction de 650 km de route d'accès, des points d'eau potable,

des centres de santé et le renforcement des capacités de 210.000 acteurs et 50 partenaires et employés entre autres. Ce projet vient ainsi rejoindre d'autres projets de développement de la filière riz tel que Viva-Logone. L'objectif du gouvernement est donc d'atteindre une production annuelle de 650.000 tonnes de riz blanchi d'ici 2030 afin de répondre à la demande locale estimée à environ 600 000 tonnes, mais aussi de réduire les importations massives de riz. Selon des données compilées par l'Institut national de la statistique (INS) en 2022, le Cameroun a dépensé 162 milliards de Fcfa pour l'importation de riz.

In Ecomatin

FOOT (MATCHS AMICAUX):

L'Algérie affrontera l'Egypte et le Cap Vert en octobre

L'équipe nationale sera en regroupement en octobre prochain. Dernière ligne droite avant les éliminatoires de la Coupe du monde. Durant ce stage, l'Algérie affrontera l'Egypte et le Cap Vert. Des matchs amicaux qui constitueront de véritables tests en vue de jauger le degré de préparation de l'équipe aux confrontations internationales qui seront entamées dès le mois de novembre. Quant à la sélection féminine, elle devra croiser aujourd'hui en tour préliminaire à la qualification à la CAN l'Ouganda.

La sélection algérienne de football affrontera en amical le Cap Vert et l'Egypte lors de la fenêtre FIFA du mois d'octobre 2023, a annoncé lundi la Fédération algérienne de la discipline (FAF). Les Verts seront d'abord opposés au Cap Vert le jeudi 12 octobre au stade du Chahid Hamlaoui de Constantine (20h00), puis se déplaceront à Abu Dhabi aux Emirats arabes unis, pour affronter l'Egypte, le lundi 16 octobre. Ces rencontres amicales serviront de préparation en prévision des prochaines échéances internationales, à savoir, les éliminatoires de la Coupe du Monde 2026 qui débiteront en novembre et la Coupe d'Afrique des nations en Côte d'Ivoire. Pour rappel, l'Algérie s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe



d'Afrique des Nations prévue en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024, en terminant largement en tête du groupe F avec 16 points. Tout comme le Cap Vert et l'Egypte qui ont également validé leur billet pour la Côte d'Ivoire. Quant à la sélection nationale féminine (A), elle a rallié la ville d'Entebbe en prévision de son match-aller du premier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2024 contre l'Ouganda, ce mercredi 20 septembre, a indiqué la Fédération algérienne de football. La délégation algérienne renfermait les membres des différents staffs ainsi que les joueuses locales, alors que celles évoluant à l'étranger, elles, étaient attendues dans la soirée, précise la même source. En prévision de cette rencontre, le coach national Farid Benstiti a convoqué 25

joueuses, dont 5 évoluant au niveau national. Une légère séance de décrassage pour les joueuses au niveau du lieu de résidence de l'équipe, suivie de soins pour celles qui en avaient besoin étaient au programme des footballeuses algériennes. Pour préparer cette double confrontation, la sélection algérienne avait disputé deux matchs amicaux contre son homologue sénégalaise en juillet dernier à Dakar ponctués par deux défaites (3-1) et (4-0). Le match Ouganda - Algérie aura lieu ce mercredi 20 septembre 2023 à 16h00 (14h00, heure algérienne) au stade Janja se situant au Centre technique de la Fédération ougandaise de football, alors que la manche-retour est prévue le mardi 26 septembre au stade Miloud-Hadefi d'Oran. Pour rappel, la dernière participation de l'Al-

gérie à la CAN, remonte à l'édition 2018 disputée au Ghana, et marquée par une élimination dès le premier tour de la compétition. L'Algérie comptait auparavant quatre participations au tournoi continental (2004, 2006, 2010, et 2014). Au total, 42 nations participeront aux qualifications de la CAN-2024, qui se dérouleront sous format de match aller-retour, en deux tours. L'Afrique du Sud, championne en titre, la Zambie, vice-championne, seront exemptes du premier tour. Le tournoi final se jouera au Maroc.

Le 1er tour est composé de 40 équipes. Les 20 équipes qualifiées du premier tour ainsi que les 2 équipes exemptées joueront ce second tour. Les 11 équipes gagnantes se qualifieront pour le tournoi final.

R.S.

APRÈS LE SACRE EN SUPERCOUPE D'AFRIQUE 2023

Les Rouge et Noir accueillis en héros à l'aéroport

L'USM Alger a regagné le pays dimanche, auréolée de la Supercoupe d'Afrique 2023, qu'elle avait remportée vendredi en Arabie Saoudite, aux dépens du club égyptien Al-Ahly du Caire (1-0). Les Rouge et Noir ont été accueillis en héros à l'aéroport international Houari Boumedienne par Ameer Mansoul, chargé d'études au niveau du ministère de la Jeunesse et des Sports et représentant du ministre du secteur, Abdrrahmane Hammad qui a félicité l'USMA pour ce nouveau sacre continental, ayant fait honneur aux couleurs nationales. "Un grand bravo à toute l'équipe : joueurs, entraîneurs, dirigeants et membres du staff médical", avait-il dit dans son message adressé aux Usmistes. Les Rouge et Noir ont remporté la Supercoupe d'Afrique vendre-

di soir, au stade King Fahd, situé dans la ville saoudienne de Taif, en battant la formation égyptienne d'Al-Ahly 1-0 (mi-temps: 1-0). L'unique but de la rencontre a été inscrit sur penalty, à la 43e minute de jeu, par le capitaine Zineddine Belaid. A la faveur de ce succès, les Rouges et Noirs décrochent leur deuxième trophée continental en 2023, trois mois après leur sacre historique en Coupe de la Confédération, face aux Tanzaniens de Young Africans (aller: 2-1, retour: 0-1). L'USMA est le deuxième club algérien à s'adjuger la Supercoupe africaine, après l'ES Setif en 2015, également contre Al-Ahly du Caire. Vainqueurs de l'édition 2023 de la Supercoupe de la CAF TotalEnergies, les Algériens de l'USM Alger, recevront désormais une récompense à hauteur

de 500 000 USD, suite à leur victoire sur les Égyptiens d'Al Ahly, vendredi soir à Taif, en Arabie saoudite. Auparavant, les vainqueurs de la Supercoupe de la CAF TotalEnergies percevaient 200 000 USD.Parallèlement, Al Ahly, le finaliste de l'édition 2023, recevra 250 000 USD. Auparavant, les seconds recevaient 125 000 USD. En 2022, le montant total des dotations de la Supercoupe de la CAF TotalEnergies s'élevait à 325 000 USD. En 2023, le prix total est passé à 750 000 USD.Cette augmentation rentre en conformité avec l'engagement du Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, qui vise à augmenter les dotations dans toutes les compétitions de la CAF afin de garantir plus d'autonomie aux clubs. Au cours des deux dernières années, plusieurs

compétitions organisées par la CAF ont vu leur dotation revalorisée : la Ligue des Champions de la CAF TotalEnergies, la Coupe de la Confédération de la CAF TotalEnergies, la Ligue des Champions Féminine de la CAF, la Coupe d'Afrique des Nations de la CAF TotalEnergies, entre d'autres. 1. La Ligue des Champions de la CAF TotalEnergies et la Coupe de la Confédération de la CAF TotalEnergies ont enregistré une augmentation de 46% de leur dotation. 2. La Coupe d'Afrique des Nations Féminine CAF TotalEnergies a vu sa dotation grimper de 150%. 3. La dotation de la CAN a connu une augmentation de 5 millions USD.4. La dotation du CHAN a également connu une hausse de 45%.

APS

LIGUE 1, 2^E JOURNÉE

CSC-MCA AU STADE BENABDELMAK ET MCO-JSS À MILOUD-HADEFI

Faisant Suite à la correspondance du Directeur de l'office du complexe omnisports de Constantine n° 499/23 du 17/09/2023, envoyée au président du conseil d'administration du CS Constantine portant sur la fermeture du stade chahid Hamlaoui, en raison des travaux d'entretien et de réaménagement de sa pelouse qui s'étendent jusqu'au début du mois d'octobre 2023. La Ligue de Football informe l'opinion sportive que la rencontre CS Constantine - MC Alger, comptant pour la 2^{ème} journée du championnat professionnel Mobilis, prévue le 22/09/2023, aura lieu au stade Ben Abdelmalek Ramdane de Constantine. Par ailleurs, la rencontre MC Oran - JS Saoura, comptant pour la 2^{ème} journée du championnat professionnel Mobilis, programmée le 23/09/2023, aura lieu au stade Hadfi Miloud d'Oran.

APS

ATHLÉTISME, MEETING EUGÈNE, DIAMOND LEAGUE

DJAMEL SEDJATI, 3^E AU 800M,

Djamel Sedjati, vice-champion du monde en 2022 à Eugène, qui après avoir été disqualifié de la finale des derniers mondiaux d'athlétisme de Budapest, termine la finale de la Diamond League à l'occasion du meeting d'Eugène à la 3^e place du 800m, tout en améliorant son chrono personnel à 1:43.06. Une bonne performance pour l'athlète algérien qui clôture sa saison sur une bonne note. A Eugène ce dimanche soir, Sedjati est arrivé derrière le Kenyan WANYONYI Emmanuel (1:42.80) et le Canadien AROP Marco (1:42.85), respectivement vice-champion et champion du monde d'athlétisme à Budapest, et devant le Français MEZIANE Yani.

CAN 2023

LES 24 ÉQUIPES QUALIFIÉES CONNUES

Le Cameroun et la Namibie se sont qualifiés mardi pour la Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies qui se déroulera l'année prochaine en Côte d'Ivoire. Pour la 19^e fois de leur histoire, les Lions indomptables participeront à une phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies. Le Cameroun rejoint ainsi le pays hôte, la Côte d'Ivoire, et 22 autres équipes qualifiées pour le tournoi qui débutera le 13 janvier prochain. Le Sénégal, l'Égypte, le Nigeria, le Ghana, le Maroc et l'Algérie feront également partie de la fête. À noter qu'il n'y aura pas de rookie pour cette édition de la Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergie, Côte d'Ivoire 2023. Les éliminatoires étant terminées, le compte à rebours commence pour le tirage au sort dont la cérémonie aura lieu le 12 octobre .

VOICI LES PAYS QUI SE SONT QUALIFIÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE :

AFRIQUE DU SUD, ALGÉRIE, ANGOLA, BURKINA FASO, CAMEROUN, CAP VERT, CÔTE D'IVOIRE (PAYS HÔTE), ÉGYPT, GAMBIE, GHANA, GUINÉE, GUINÉE-BISSAU, GUINÉE ÉQUATORIALE, MALI, MAROC, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NAMIBIE, NIGERIA, RD CONGO, SÉNÉGAL (CHAMPION EN TITRE), TANZANIE, TUNISIE, ZAMBIE.

LE DOCUMENTAIRE "ZINET, ALGER, LE BONHEUR", DU RÉALISATEUR MOHAMED LATRÈCHE, EN COMPÉTITION EN EGYPTÉ

Avant-première devant le public du festival

Le film "Zinet, Alger, le bonheur" du réalisateur algérien Mohamed Latrèche participe à la compétition officielle des longs métrages documentaires du 6^e Festival international du film d'El Gouna en Egypte, ont annoncé, lundi, les organisateurs.

Sorti en 2023, le film "Zinet, Alger, le bonheur" sera présenté en avant-première devant le public du festival et entrera en compétition dans la section des longs métrages documentaires, aux côtés de 11 autres films. Mohamed Latrèche raconte le parcours du militant, réalisateur et acteur Mohamed Zinet, rappelant l'impact du film, "Tahya ya Didou" (1971), dans un hommage à ce grand intellectuel dont le nom reste associé à cette œuvre emblématique unique, considérée comme l'image réfléchie de sa personnalité artistique. Dans "Tahya ya Didou", Zinet raconte la Casbah et la ville d'Alger au lendemain de l'indépendance, à travers une vision hautement esthétique et un élan artistique dans lequel la poésie se mêle au réalisme. Cette belle œuvre se distingue également par l'apport que le poète, ami du réalisateur Himoud Brahimi, dit "Momo" (1918-1997), a apporté au succès du film dans une scène d'an-



thologie où il s'adresse en prose à la ville depuis la mer, dans un dialogue poétique dont des générations se souviennent et récitent encore les vers. Lors du tournage de son film, la grande figure du cinéma algérien a eu recours à des éléments de langage du terroir, dont la fantasia, ou encore le haïk, dans les quartiers d'Alger, dans un langage qui oscille entre le documentaire et le récit. Né en 1932 à la Casbah d'Alger, Mohamed Zinet a fait ses débuts dans le théâtre au début des années 1950, avant de rejoindre,

en 1958, les rangs de la Révolution en tant qu'officier de l'ALN (Armée de Libération nationale). Le transfert urgent de Zinet en Tunisie, grièvement blessé lors d'une mission, a donné un autre tournant à sa vie dans la mesure où il avait rejoint la même année, la Troupe artistique du Front de libération nationale (FLN). Au lendemain du recouvrement de l'indépendance, il a également travaillé comme assistant-réalisateur avec Ennio Lorenzini dans le film "Mains libres" (1964) et Gillo Pontecorvo dans "La

Bataille d'Alger" (1966), ces deux films étant produits par "Casbah films", première entreprise de production cinématographique algérienne, fondée par Yacéf Saadi, figure emblématique de la Zone autonome durant la Guerre de Libération. Il a également collaboré en tant que comédien avec d'autres cinéastes, Sarah Maldoror et René Vautier notamment. Né en 1973 à Sidi Bel Abbès, Mohamed Latrèche, réalisateur et scénariste, a, quant à lui, déjà présenté plusieurs œuvres cinématographiques, dont les deux

documentaires "Boujemaa et la Maison du cinéma" (2019) et "A la recherche de l'Emir Abdelkader" (2004), ou encore le court métrage "Rumeur" (2003). Quatorze longs métrages provenant de plusieurs pays, dont certains seront projetés en avant-première, animeront la compétition du sixième Festival International du Film d'El Gouna qui prévoit également, en marge des projections, des rencontres, des conférences et des hommages à de grandes figures et personnalités du monde artistique. **I.M./Agence presse service**

HOMMAGE À WARDA EL DJAZAÏRIA

La face méconnue de la Diva combattante

Avec un parcours exceptionnel de plus de 60 ans et une voix sublime et puissante qui a résonné sur la scène algérienne et arabe, Warda El Djazaïria a toujours représenté l'Algérie à travers des chansons célébrant le combat libérateur et l'indépendance. Avec un répertoire riche de plus de 300 titres, Warda El Djazaïria commence à chanter dès son jeune âge, dans les années 1950, en enregistrant sa première chanson "Toutes des Djamila", un hymne au combat des femmes pour l'indépendance, à travers une de ses figures, la moudjahida Djamila Bouhired. De son vrai nom Warda Ftouki, Warda El Djazaïria naît le 22 juillet 1939 en France d'une mère libanaise et d'un père algérien, Mohamed Ftouki, originaire de Souk Ahras.

LES DÉBUTS

À l'âge de 11 ans, Warda chante dans l'émission de l'animateur Ahmed Hachlaf diffusée sur Paris Inter. Elle enregistre son premier disque pour Pathé-Marconi. En 1956, après le déclenchement de la guerre d'Algérie, des armes destinées au FLN sont découvertes par la police dans le cabaret de son père. L'établissement est fermé et la famille expulsée. Sa mère meurt avant leur arrivée à Hamra, un quartier de la capitale libanaise réputé pour sa vie nocturne. Warda chante dans les cabarets de Beyrouth. En 1959, dans un casino de Aley, elle fait la connaissance du compositeur Mohammed Abdel Wahab,

qui lui apprend le chant classique et adapte à son intention Bi-omri kullo habbitak, qassida du poète Ahmed Chawqi. Gamal Abdel Nasser lui propose d'interpréter Al watan al akbar (ar), une chanson de Mohammed Abdel Wahab écrite pour un opéra panarabe. Warda l'enregistre aux côtés d'autres chanteurs comme Abdel Halim Hafez et Fayza Ahmed. Le réalisateur égyptien de comédies musicales Helmi Rafla lui fait signer un contrat, et la chanteuse poursuit une carrière musicale et cinématographique en Égypte. Elle apparaît dans deux films de Rafla, Almaz wa 'Abdou al-Hâmourî et Amîrat al-'arab. La jeune Warda a fait ses débuts dans la chanson à Paris, sur la scène de l'établissement "Tam-Tam", propriété de son père, où elle a vu défiler de grands noms de la chanson orientale de l'époque comme Mohamed Abdelwahab, Sabah ou encore Farid El Atrache. La jeune Warda y donne alors sa voix au service du combat libérateur. La découverte d'armes destinées au FLN (Front de libération nationale) a entraîné la fermeture de cet établissement, devenu un repère et un lieu de rencontre de la diaspora maghrébine et des militants de la cause algérienne. La famille de Warda fuit alors la France et s'installe au Liban, où elle continue de chanter son pays, l'Algérie, en pleine guerre de libération, avant d'entamer une longue carrière artistique en Égypte puis en Orient. Warda continue de chan-

ter l'amour, la joie et l'Algérie. Elle participe à l'opérette "El watan el akbara", composée par Mohamed Abdelwahab et associant des stars de la chanson arabes. Au début des années 1960, Warda met sa voix au service de la cause nationale en chantant "Nidaa edamir" (L'appel de la conscience), écrite par le poète algérien Salah Kherfi, chantée à l'occasion de la célébration du 6^e anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre. En 1972, elle participe, sur invitation du défunt président Houari Boumediene, aux célébrations du 10^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie en interprétant "Min ba'id", chanson en hommage aux martyrs de la Révolution mais célébrant aussi ses retrouvailles avec sa patrie et ses compatriotes, après une longue absence. Avant sa disparition, Warda préparait un clip spécial pour célébrer le Cinquantenaire du recouvrement de l'Indépendance. Réalisé grâce au génie de Mounes Khemmar, "Ayam" verra le jour après le décès de la diva. En plus de la chanson, Warda El Djazaïria a marqué aussi de son empreinte le cinéma et la télévision en Égypte, notamment dans "Amirate El Arab" (1963), "Sawt el hob" (1973), "El Oued el kabir", (1975) et "Awrak el ward" (1979) aux côtés de grands comédiens égyptiens. Warda El Djazaïria s'éteint le 17 mai 2012, au Caire, à l'âge de 72 ans. Son corps repose au cimetière El-Alia à

Alger.

STYLE MUSICAL ET POSTÉRITÉ

Le musicologue Daniel Caux considère que Warda possède toutes les qualités nécessaires à une chanteuse du monde arabe. Il souligne notamment la justesse de son intonation, son sens du rythme et sa maîtrise des nuances, qui enrichit son chant. Selon Caux, Warda réussit à conjuguer puissance et délicatesse. Warda, surnommée «la rose algérienne», est l'une des rares chanteuses renommées dans tout le monde arabe, du Maghreb au Machrek. Elle est considérée comme une «diva» de la chanson arabe, au même titre qu'Oum Kalthoum, Sabah ou Fairuz. Son répertoire comprend plus de 300 chansons. Durant sa carrière, Warda a vendu plusieurs dizaines de millions d'albums.

ENGAGEMENT POLITIQUE

La première chanson enregistrée par Warda, durant les années 1950, est un chant patriotique algérien. Par la suite, elle interprète des chansons célébrant le combat puis l'indépendance de l'Algérie, comme Saïdouna Ila El Djibal, Min baide (De loin), Aid El Karama (La Fête de la dignité), Soummam ou encore Biladi Ouhibouki. Avant sa mort, la chanteuse tourne un vidéo-clip, intitulé Mazal wakfin (Nous sommes toujours debout), célébrant le cinquantenaire de l'indépendance.

M.Dj.

REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN DEFLA

DERECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

NIF: 44015101367

AVIS D'ANNULATION DE LA PROCEDURE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALE N° 02/2023

Conformément aux dispositions de l'article 73 du décret présidentiel n°15/247 du 16 /09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la direction de L'administration locale de la wilaya de AIN DEFLA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à la l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimale N° 02/2023, relatif au projet La maitrise d'œuvre (étude et suivi) pour la réalisation dune extension de la villa d'hôte a AIN DEFLA L'annulation de la procédure et l'attribution provisoire publie et l'annulation de l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimale N° 02/2023du Publié Dans Les Journaux Nationaux L'EXPRESS en date du 24/04/2023 et EL GHED EL DJAZAIRI En date du 24/04/2023 et le (BOMOP).

L'EXPRESS DU 20/09/2023

ANEP : N° 2316023339

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

وزارة الإتصال

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

COMMUNIQUÉ

Sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Le Ministère de la Communication annonce le lancement de la neuvième édition du «Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel». Le prix est décerné le 22 octobre 2023, Journée nationale de la Presse.

LES THÈMES RETENUS POUR CETTE NEUVIÈME ÉDITION SONT:

- «La Nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique»
- «La Nouvelle Algérie : Renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse»
- «La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques»

Le prix vise à encourager et promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme et à instaurer la culture du mérite, en récompensant le meilleur travail journalistique en lien avec les sujets proposés, réalisé individuellement ou collectivement. La candidature pour la participation au prix du « Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel », est ouverte dans les catégories suivantes :

Presse écrite : article de fond, reportage et enquête

Information télévisuelle : reportage, enquête, documentaire.

Information radiophonique : reportage, et enquête.

Presse électronique : œuvre d'information diffusée sur le net.

Illustration : photographie, dessin et caricature de presse.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

- Les œuvres présentées doivent avoir fait l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période allant du 22 Octobre 2022 au 10 Octobre 2023.
- Être de nationalité Algérienne ;
- Justifier d'au moins 03 ans d'exercice de la profession,
- Ne pas être membre du jury,
- La participation peut être à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre
- Le candidat dans la catégorie photo peut participer avec plus d'une œuvre,
- Les lauréats du Prix du Journaliste Professionnel dans les différentes catégories ne sont pas autorisés à participer au concours pour une durée de 03 années consécutives.

LE DOSSIER DE CANDIDATURE SE COMPOSE DE :

- 03 exemplaires des œuvres proposées,
- Une copie de la carte nationale d'identité,
- Une copie de la carte professionnelle,
- Un certificat de travail attestant de trois années d'expérience.
- Le formulaire dûment rempli (Téléchargeable sur le site Web du ministère) : <https://ministerecommunication.gov.dz>

Les dossiers de participation sont adressés à Monsieur le Président du jury du « Prix du Président de la république du journaliste professionnel », par courrier ordinaire à l'adresse suivante : Ministère de la Communication, B.P No. 474, Bir Mourad Rais, Alger, ou Déposés au siège du Ministère de la Communication, Bureau No. 701, 7ème étage. La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 10 octobre 2023

L'EXPRESS DU 20/09/2023

ANEP : N°0099



REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCTRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'AIN DEFLA

CONSERVATION DES FORETS

N I F : 099844019090015

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 65, alinéa 02 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la conservation des forêts de la wilaya de Ain Defla informé toutes les entreprises intéressées que la procédure d'évaluation des offres de l'Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 07/2023 paru dans les quotidiens «أصوات» du 27/08/2023 et «L'EXPRESS» du 27/08/2023 ainsi que dans le BOMOP; concernant la réalisation des Travaux d'ouverture de pistes forestières sur 03 Km (lot 07) après l'infructuosité de cet lot dans l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 03/2023 dans le cadre du programme neuf 2023 (Dépenses d'investissement T3) conformément à la décision n° MF/2023/DN/0101 du 22/02/2023, intitulée : Ouverture de pistes forestières sur 38,5 Km, détaillés comme suit a donné les résultats suivants :

N° lot	Nom de l'entreprise attributaire	NIF	Note obtenue	Montant proposé en TTC (DA)	Montant corrigé EnTTC (DA)	Délai d'exécution	OBS
07	ERGR ZACCAR -Chlef-	099816000465541	92,5	5 238 975,00	5 238 975,00	04mois	Offre moins disante

Les soumissionnaires intéressés, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières ; sont invités à se rapprocher du service contractant au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis, et ce conformément à l'article 82 du décret sus cité. Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la date de publication du présent avis auprès de la commission des marchés de wilaya et ce conformément à l'article 82 du même décret.

L'EXPRESS DU 20/09/2023

ANEP : N° 2316023366

OCDE

L'inflation et les taux vont peser sur la croissance mondiale en 2024

La forte inflation et les hausses de taux d'intérêt des banques centrales vont continuer à peser sur l'économie mondiale, avertit l'OCDE dans ses dernières prévisions publiées mardi qui relèvent la perspective de croissance mondiale cette année, mais abaissent celle pour 2024.

«Un facteur clé façonnant la croissance mondiale est la hausse des taux d'intérêt dans la plupart des grands pays depuis le début de 2022», écrit l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son rapport intitulé «Faire face à l'inflation et à la faible croissance». Les banques centrales à travers la planète sont engagées depuis plus de dix-huit mois dans de fortes hausses de taux d'intérêt afin de juguler une inflation ravivée par la pandémie et le conflit russo-ukrainien. Le taux d'intérêt de référence de la Banque centrale européenne (BCE) est par exemple aujourd'hui au plus haut depuis 1999 après une nouvelle hausse la semaine dernière. «Nous constatons tous que la hausse des taux fait son chemin dans nos économies. Elle est nécessaire pour réduire l'inflation, mais douloureuse», a concédé la cheffe économiste de l'OCDE Clare Lombardelli au cours d'une conférence de presse mardi à Paris. Ces hausses de taux pèsent sur l'activité économique en restreignant le crédit, dont le coût est plus élevé, accordé aux ménages et aux entreprises. «L'effet de la politique monétaire restrictive devient de plus en plus visible», constate l'OCDE, qui a ainsi revu en baisse sa prévision de croissance mondiale pour 2024 à 2,7 % (- 0,2 point). «La confiance des entreprises et des consommateurs est orientée à la baisse», ajoute l'institution internationale basée à Paris. Un léger mieux est toute-

fois attendu cette année à l'échelle internationale puisque la croissance devrait s'afficher à 3 %, soit une hausse de 0,3 point par rapport aux précédentes prévisions de juin de l'institution, mais toujours sous les 3,3 % enregistrés en 2022. Plusieurs pays sont venus dynamiser ce chiffre, au rang desquels les États-Unis qui pourraient boucler l'année avec une croissance de 2,2 %, en progression de 0,6 point par rapport aux anticipations de juin de l'OCDE, à la faveur d'un bon deuxième trimestre.

Le printemps a aussi été bénéfique pour les principaux pays émergents : la croissance brésilienne est attendue à 3,2 % (+1,5 point) cette année, l'Inde à 6,3 % (+0,3 point), la Russie à 0,8 % (+2,3 points), et l'Afrique du Sud à 0,6 % (+0,3 point). Parmi les pays des «Brics», un bloc de pays émergents, seule la Chine voit ses perspectives revues en baisse, à 5,1 % soit un recul de 0,3 point. En zone euro, «où la demande est déjà modérée» affirme l'OCDE, la croissance est attendue à 0,6 % cette année, soit un recul de 0,3 point par rapport au chiffre de juin, plombée par l'Allemagne qui pourrait tomber en récession, et l'Italie dont la prévision est amputée de 0,4 point, à 0,8 %. Loin d'appeler à une accalmie sur le front des taux d'intérêt, l'organisation internationale écrit dans son rapport trimestriel que «la politique monétaire doit demeurer restrictive jusqu'à ce qu'il y ait des signaux clairs» d'une diminution des pressions inflationnistes. L'accalmie pourrait être à l'horizon l'année prochaine : l'OCDE anticipe 4,8 % d'inflation au sein des pays du G20 l'an prochain, 3 % en zone euro, et 2,6 % aux États-Unis, après respectivement 6 %, 5,5 % et 3,8 % attendus cette année.

In La Presse

GRÈVE DES OUVRIERS AUTOMOBILES AUX ETATS-UNIS

Le mouvement pourrait s'amplifier

Trois sites de construction sont totalement à l'arrêt depuis vendredi dernier chez General Motors, Stellantis et Ford. Le chef du syndicat des ouvriers du secteur a prévenu que la grève pourrait s'amplifier dans les jours à venir. Le mouvement de grève entamé vendredi chez les trois principaux constructeurs automobiles américains pourrait connaître une «amplification» si de meilleures propositions ne sont pas faites, a prévenu dimanche le chef du syndicat des ouvriers du secteur. «Si nous n'obtenons pas de meilleures offres (...), nous allons procéder à une amplification» de la grève, a déclaré le patron de l'UAW, Shawn Fain, lors d'une interview à la chaîne CBS. «Ça fait des décennies qu'on est laissés à la traîne», a-t-il ajouté, expliquant que les ouvriers qu'ils représentent «en ont marre». Les discussions entre le syndicat et le «Big 3» (General Motors, Ford, Stellantis) ont repris samedi dans l'optique de mettre fin au mouvement de

grève. «Nous avons eu des discussions raisonnablement productives avec Ford aujourd'hui», a indiqué l'UAW samedi. Trois sites sont à l'arrêt depuis vendredi, une usine General Motors à Wentzville (Missouri), une autre de Stellantis à Toledo (Ohio), ainsi qu'une antenne de Ford à Wayne (Michigan). «Stellantis et l'UAW ont entamé une étape critique des négociations», a indiqué samedi le groupe né de la fusion, en 2021, entre Fiat Chrysler Automobiles et le Français Peugeot. Stellantis a relevé son offre et propose désormais une hausse de «près de 21%» sur la durée de la nouvelle convention collective, soit quatre ans, contre 14,5% il y a encore une semaine. Mais pour Shawn Fain, une offre à 21% est largement insuffisante alors que l'UAW réclame 40% d'augmentation. «On ne veut même pas entendre parler», a-t-il déclaré dimanche sur CBS. GM et Ford offrent, eux, de relever les salaires de 20% au total.

In Sud Ouest

ÉTATS-UNIS

LA HAUSSE DE LA CRIMINALITÉ À WASHINGTON FAIT CRAINDRE UN RETOUR AUX ANNÉES SOMBRES

Surnommée la «capitale du meurtre» pendant l'épidémie de crack des années 1990, la capitale fédérale américaine fait face à une nouvelle vague de criminalité. Alors que la tendance est à la baisse dans d'autres villes, «The Washington Post» s'est penché sur cette exception.



Le calme de Washington semble, à nouveau, n'être qu'un lointain souvenir. Depuis le début de l'année, la capitale fédérale américaine est en effet confrontée à une forte hausse du nombre d'homicides – 166 entre janvier et août 2023 contre 131 sur la même période l'année précédente, soit une hausse de 27 %. De quoi susciter des inquiétudes au sein de la population et des experts en sécurité publique, souligne The Washington Post. D'autant qu'en comparaison, sur «près de 70 départements de police de grandes villes américaines, 48 ont signalé une baisse du nombre d'homicides cette année», dont Baltimore, Chicago ou encore New York. D'après Pamela A. Smith, chef de la police de Washington, cette montée de la criminalité est due à la «prolifération des armes à feu illégales». Cependant, Richard Rosenfeld, criminologue à l'université du Missouri, souligne dans les colonnes du quotidien que «c'est également le cas dans d'autres villes, qui enregistrent une baisse de la criminalité alors que la capitale fédérale n'y parvient pas». Mais alors, «pourquoi Washington» ?

Pour Thomas Abt, directeur d'un groupe de recherche sur la réduction de la violence à l'université du Maryland, la particularité de la capitale américaine réside

dans «son statut unique d'enclave fédérale», qui rend difficile la mise en œuvre de politiques anticriminalité efficaces. Dans la «capitale du meurtre» – surnom hérité de l'épidémie de crack des années 1990 – «près des deux tiers [des meurtres sont] commis dans les quartiers les plus pauvres». Mais, même des zones autrefois sûres, comme U Street ou Adams Morgan, sont aujourd'hui touchées.

«Auparavant, on n'avait pas à s'inquiéter de la criminalité à moins d'être associé au trafic de drogue. Aujourd'hui, il suffit de se promener dans la rue ou d'être en voiture pour se faire tuer», déplore Ronald Moten, ancien dealer de crack, interrogé par le Washington Post dans un second reportage. «D'une certaine manière, c'est pire», ajoute l'homme, désormais travailleur dans une association qui aide les jeunes à sortir du trafic. Ceux qui n'ont pas encore déménagé vivent avec le sentiment constant que «leur sécurité et leur vie sont potentiellement menacées», selon les mots de Nora Fanfalone, une résidente de 28 ans. «Rien qu'au cours des six premiers jours du mois de septembre, huit personnes ont été tuées par balle, dont quatre adolescents», souligne le journal.

In Courrier international



Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

LES MOTS FLÉCHÉS

MÉLANGES DE FLOCONS	BIEN REGARDER LA CIBLE	GARDE DES SOTS	SON ÉCLATEMENT FAIT UN TROU	HÉRÉTIQUE	DÉFUNT ANIMÉ
PRÉNOM MASCULIN	FEMELLES CANINES	ÂME ET CONSCIENCE		HOLSTER	POINTS PRESSE
			ENDORMIT DANS SES BRAS		
BON RENDU					
ADORE					
			SE FATIGUE À LA TÂCHE		
DIVAGUERA				PETITE INFORMATION	
FÉTIDE, C'EST UNE RÉSINE					
					CHEFS EN CAM-PAGNE
IL CLASSE DES TUBES	NON AUTORISÉ				ANCIENNE GROGNE
ARRIVÉ APRÈS AVOIR ÉTÉ ATTENDU					ENTRE NORD ET EST
DIPLÔME					PATRIE DE PHILOSOPHES
		BIEN CONSTRUITES	UN HOMME À LA MER	PEU ENTHOUSIASTES	CAPACITÉ RÉDUITE
		REVENU BIENVENU	SONNE UN AIR DE CLOCHE	DEMI-POULBOT	MODÈLE DE PEINTRE
PLEINE D'ARTIFICES	TASSÉE				
	GRAND LAC AMÉRICAIN				
GÈRE DU LIQUIDE				IL PROTÈGE CELLE QUI COUD	
TROIS DES ROMAINS					
		LIEU TRÈS SURVEILLÉ À L'ÉCOLE			
DES VIEUX JETONS À ROME					

L'EXPRESSDZ

SIDOKU

	1			5			2	
3			2	9	6			8
	5	2				7	3	
2			9		4			1
		4	5	3	8	9		
		8		7		6		
4		3				8		7
		6		2		1		
7			4	8	3			5

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ACCROCHE	AGITE	ARBORETUM	ARRHES	AVILIR	BARGE	BELUGA	BROUTER	CAPOT			
CIBLER	COBAYE	ELECTRON	EMBLEME	FLAIR	GLOIRE	GUAI	MACHIAVEL	MILITAIRE			
NAUTILE	NIVEAL	PROPICE	RATATINE	REAL	TENUITE	VELER	VOCAL				
I	L	A	E	R	A	B	V	M	N	E	M
E	A	G	T	V	A	R	U	O	R	A	E
H	E	U	I	R	E	T	R	I	C	L	M
C	C	L	G	Y	E	T	A	H	I	A	E
O	I	E	A	R	C	T	I	T	E	R	L
R	P	B	O	E	I	A	U	U	I	S	B
C	O	B	L	L	V	A	P	O	N	N	M
C	R	E	I	E	N	I	L	O	R	E	E
A	P	M	L	V	R	G	N	F	T	B	T

INONDATIONS EN LIBYE :

LES HABITANTS DE DERNA MANIFESTENT ET EXIGENT UNE ENQUÊTE

Des habitants de Derna, dans l'est de la Libye, ville dévastée par les inondations du 10 septembre causées par la tempête Daniel, ont manifesté lundi 18 septembre 2023. Dans un communiqué lu pendant cette manifestation au nom des « habitants de Derna », ils ont appelé à « une enquête rapide et à des actions légales contre les responsables de la catastrophe ». Des centaines d'habitants se sont rassemblés devant la grande mosquée de la ville où ils ont scandé des slogans contre les autorités. La ville est sous le contrôle du gouvernement de l'Est, dirigé par Aguila Saleh. Les habitants ont également demandé « la mise en place urgente d'un bureau de soutien de l'ONU à Derna » et au lancement « du processus de reconstruction de la ville et la compensation des résidents affectés ».

Le communiqué exige en outre la dissolution du conseil municipal actuel et une enquête sur les budgets précédents de la ville.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023 // N°645 //PRIX 20 DA

ELLE A ÉTÉ EXAMINÉE HIER LORS D'UNE RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La déclaration de politique générale présentée prochainement à l'APN

Concernant le domaine du travail et de l'emploi, le ministre du secteur a « présenté deux projets de décrets exécutifs intervenant en application des dispositions de la loi n°23-02 du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical ». Il s'agit d'un « projet de décret exécutif relatif à la représentativité syndicale et aux statistiques syndicales et d'un projet de décret exécutif fixant les règles relatives au détachement syndical...».

Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, hier, une réunion du gouvernement tenue au



Palais du Gouvernement consacrée à l'examen de l'avant-projet de déclaration de politique générale qui sera présenté au Parlement conformément aux dispositions de la Constitution. Le document « intègre les données inhérentes à la concrétisation des actions engagées par les différents secteurs ainsi que le bilan d'étape des réalisations du Gouvernement pour l'année écoulée », indique un communiqué des services du premier ministre-

re, rendu public hier. Concernant le domaine du travail et de l'emploi, le ministre du secteur a « présenté deux projets de décrets exécutifs intervenant en application des dispositions de la loi n°23-02 du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical ». Il s'agit d'un « projet de décret exécutif relatif à la représentativité syndicale et aux statistiques syndicales, et d'un projet de décret exécutif fixant les règles relatives au détachement syndical et aux

modalités du bénéfice du congé de formation syndicale dans les institutions et administrations publiques», souligne le communiqué. Selon la même source, ces deux textes « visent à assurer de meilleures conditions pour l'exercice du droit syndical qui soit en phase avec les objectifs économiques du pays, en harmonisant, notamment, les paramètres de la représentativité syndicale qui constitue la principale condition pour l'exercice du droit syndical et pour participer au dialogue et à la concertation sociales». Ces nouvelles dispositions « contribueront amplement à l'assainissement du paysage syndical national et à l'émergence de vraies forces du dialogue social constructif», conclut le communiqué.

ÉNUMÉRÉES PAR LE MINISTRE EN CHARGE DU SECTEUR

LES NOUVEAUTÉS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Accompagné de responsables locaux et des partenaires sociaux, le ministre de l'Education a donné hier, depuis la wilaya d'El Bayadh, le coup d'envoi officiel de l'année scolaire 2023-2024. A cette occasion, le ministre a pris part avec les élèves de la classe de 5^e année, à un cours inaugural portant sur le thème de l'enfant et les technologies de l'information et de la communication. Après avoir donné le coup d'envoi de la rentrée scolaire, M. Belaabed a animé une conférence de presse où il a indiqué que cette rentrée sera "réussie compte tenu des efforts et des préparatifs engagés sur les plans matériel, humain, pédagogique et structurel", soulignant qu'il est trop tôt pour faire une évaluation à ce sujet. La nouvelle année scolaire connaîtra plusieurs nouveautés sur les plans pédagogique et organisationnel, à l'instar de l'enseignement de l'éducation physique et sportive, ou encore l'aménagement de l'emploi du temps pour le cycle primaire. Il s'agira également de l'enseignement de l'éducation routière pour les trois paliers d'enseignement (primaire, moyen, secondaire), et la remédiation pédagogique pour les élèves de la première année moyenne. Outre la filière des arts sera introduite en troisième année de

l'enseignement secondaire, tandis que l'examen du baccalauréat sera organisé dans 07 filières cette année. "Cette année verra également l'introduction de la filière des arts en troisième année secondaire et l'organisation du baccalauréat en 7 filières pour la première fois", selon le ministre. A cet égard, le ministre a révélé que les inscriptions des candidats aux examens scolaires nationaux débiteront en novembre". A propos de la transition à la numérisation, le ministère a précisé dans un communiqué que "dans le cadre de la poursuite de la numérisation de la gestion de la scolarité des élèves pour améliorer le service public et simplifier les procédures administratives, il a été procédé à la numérisation du processus d'inscription en première année primaire, exclusivement à travers la plateforme numérique du ministère de l'Education nationale, à partir de la rentrée scolaire 2023-2024". "Les demandes d'inscription en première année primaire pour les enfants nés entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2018 se feront du 24 septembre en cours jusqu'au 4 octobre prochain", dans "l'espace Parents sur la plateforme numérique du ministère de l'Education nationale, via le lien: <https://awlyaa.education.gov.dz>, ou en

soumettant le dossier de demande d'inscription exceptionnelle au niveau de l'école, où le directeur se chargera de la réservation sur la plateforme numérique en cas de besoin". En vue d'affermir la relation et la communication entre les parents et l'administration, le ministre de l'Éducation a également annoncé une nouvelle mesure, il s'agit d'un nouveau système qui sera adopté en octobre, grâce auquel des SMS seront envoyés pour informer les parents des absences de leurs enfants. D'autre part, le ministre Belaabed a confirmé que la loi organique du secteur sera promulguée avant la fin de l'année, en exécution des instructions du président de la République.

PLUS DE 3,5 MILLIONS D'ÉLÈVES BÉNÉFICIENT DE LA PRIME DE SOLIDARITÉ

Sur le volet solidaire, le ministre a indiqué que "cette année, plus de 500 000 nouveaux bénéficiaires de cette prime ont été ajoutés, dépassant ainsi les 3,5 millions de bénéficiaires à travers le pays, et que cette prime de 5 000 dinars sera versée un mois avant la rentrée des classes, en application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Ben Y.

Alger

●

Ouargla

40°

●

Oran

25°

●

Constantine

24°

●

24°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:00	12:41	16:10	18:48	20:12

ÉNERGIE SOLAIRE

DÉVELOPPER UN MODÈLE ÉNERGÉTIQUE APPLICABLE



Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed, a mis en avant, hier, la nécessité de développer un modèle énergétique applicable à même de réaliser les ambitions nationales dans le domaine des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. Dans son discours d'ouverture des travaux d'un séminaire sur les Energies renouve-

lables en Algérie, placé sous le thème "Energie solaire : une source alternative à forte valeur ajoutée", à laquelle ont assisté des ministres et des experts, M. Bouchenak Khelladi a relevé "la nécessité de développer un modèle énergétique applicable, bâti sur l'engagement et la contribution de l'ensemble des acteurs en la matière, afin de développer l'énergie solaire à l'échelle nationale".

R.E.

ACCIDENT MORTEL À TAMANRASSET

Une personne a trouvé la mort, hier, et sept autres ont été blessées dans un accident de la route survenu peu avant 09h dans la wilaya de Tamanrasset. L'accident survenu dans la commune d'In Guezzam s'est produit suite au dérapage d'un véhicule utilitaire, selon la Protection civile. Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital d'In Guezzam et une



enquête est ouverte par les services de sécurité.

R.N.

UN GARÇON DE 07 ANS MEURT FAUCHÉ PAR UNE VOITURE À M'SILA

Un garçon de sept ans a trouvé la mort lundi matin suite à un accident de la route survenu dans la wilaya de M'sila. D'après la Protection Civile, la victime a été mortellement fauchée par une voiture au lieu-dit Mouillha, dans la commune de M'sila. Son corps a été transféré vers la morgue de l'hôpital de M'sila, alors qu'une enquête est ouverte par les services de sécurité.

R.N.

MOALIM", UNE NOUVELLE PLATEFORME DIGITALE DE SOUTIEN SCOLAIRE LANCÉE PAR ALGÉRIE TÉLÉCOM

Algérie Télécom a annoncé hier le lancement d'une nouvelle plateforme digitale de soutien scolaire "Moalim", conforme au programme de l'Education nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire 2023-2024. Il s'agit d'un «espace numérique éducatif».

R.N.